

LE MONDE LIBERTAIRE



hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

www.monde-libertaire.fr

ISSN 0026-9433

« Rien n'est plus beau qu'une prison qui brûle. »

Anonyme

N° **1654**

du 8 au 14 décembre 2011



Au feu le capital !

M 02137 - 1654 - F: 2,50 €



Editorial



C'est pas ma faute, c'est les autres... C'est en substance la défense de Sarkozy dans son discours de Toulon II (en espérant qu'il n'y ait pas de III). C'est ce même personnage qui, avant, affirmait que « l'idée de la toute-puissance des marchés financiers qui ne devait être contrariée par aucune règle, par aucune intervention politique, était une idée folle ». Ah bon ? Parce qu'aujourd'hui c'est différent ? Comme en Italie, les puissances financières ne prennent plus la peine de se cacher derrière leurs représentants politiques. Les banques privées, renflouées avec l'argent public, spéculent contre les États endettés et menacés de faillite, et donc contre les peuples de ces États. Et notre président d'affirmer : « Il faudra imposer aux banques de financer le développement économique plutôt que la spéculation. » Et c'est les anarchistes qu'on traite de rêveurs ! « On ne sortira de la crise que par le travail, l'effort et la maîtrise des dépenses. » Travail et effort on connaît ; maîtrise des dépenses ? De qui et de quoi ? Bon sang, mais c'est bien sûr : de la retraite à 60 ans, des 35 heures, de notre modèle social qu'il va falloir « réformer » au plus vite d'après notre agité du bocal. Il devrait quand même être conscient que sans ce modèle social, les Français ne supporteraient déjà plus l'insupportable. Mais notre grand timonier à nous voit loin : au-delà de la France, il faut établir un « nouveau traité européen » car une « révolution mondiale a commencé ». Pas sûr que nous parlions de la même révolution mondiale, mais on constate que partout ça craque, ça s'indigne, ça proteste y compris chez nos prétendus flegmatiques voisins britanniques. Alors ici comme ailleurs, résistons, passons à l'offensive, nous savons bien qu'en 2012 nous n'avons rien à attendre d'un jeu électoral dont les règles ont été fixées par les représentants de la classe possédante.

Sommaire

Actualité

- Chômage inéluctable**, par Daniel, page 3
- Météo syndicale british**, par T. Impétueux, page 4
- Nouvelles du front social**, par Hugues, page 5
- Les brèves de la rentrée**, page 6
- Chronique néphrétique**, par Rodkol, page 7
- Grève des pompiers d'Austerlitz**, par John, page 8
- Considérations atomiques**, par Guillaume, page 10

Arguments

- Crise et changement social**, par R. Zibechi, page 11
- Comprendre la dette publique**, page 13

Histoire

- Louis Lecoin**, par A. Pavlowsky, page 16

À voir, à écouter

- Time Out**, par G. Goutte, page 19
- Exposition Paul Klee à Paris**, par R. Pino, page 20
- Rap militant**, par Gilou, page 20

Mouvement

- Expulsés de Toulouse**, page 21
- Procès inique à Poitiers**, page 21
- Radio libertaire**, page 22
- Agenda**, page 23

Tarifs France et étranger

(hors-série inclus)

3 mois, 12 n^{os} 25 €

6 mois, 25 n^{os} 50 €

1 an, 45 n^{os} 75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :

Le Monde libertaire — 145, rue Amelot — 75011 Paris — France

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien

1 an, 45 n^{os} 95 €

Pour les chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC: CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Si le chômage frappe la révolution doit embaucher



APRÈS AVOIR ATTEINT EN SEPTEMBRE un niveau inégalé depuis douze ans, le nombre de chômeurs a encore battu un record en octobre. Avec une hausse de 1,2 % sur ce mois et cumulant depuis le 1^{er} janvier une augmentation de 4,9 %, le nombre de personnes n'ayant pas travaillé du tout atteint des sommets. Ces calculs qui sont proportionnels à la population qui travaille sont un peu abstraits, c'est vrai. Alors, voilà : en additionnant les diverses catégories de sans-emplois, on atteint un chiffre de 4 459 400 personnes qui sont au chômage. Ce qui me parle davantage encore, c'est que ces « personnes au chômage », sont des hommes et des femmes, jeunes et moins jeunes, que je côtoie comme vous, et qui sont peut-être nos voisins, nos enfants ou nos amis, vous et moi, nous tous et toutes qui dépendons du salariat, c'est à dire de notre seule force de travail pour vivre, payer le loyer, acheter à manger et de quoi s'habiller, envisager l'avenir, se soigner, s'éduquer...

Dès le troisième trimestre, des visionnaires avaient déjà prédit la catastrophe sociale et humaine : la création d'emplois fléchissait nettement par rapport au deuxième trimestre, et surtout, les plans sociaux et les réductions d'effectifs se multipliaient. La création nette d'emplois ne suffisait plus à compenser les pertes de postes.

Et la situation ne devrait pas s'améliorer. Grands princes pour eux-mêmes, les portavoix du gouvernement estiment déjà que les objectifs affichés par Mignon en matière de lutte contre le chômage ne seront pas atteints,

à cause de la crise. J'en connais à qui ça va faire une belle jambe. Tartuffes!

Ces hausses du chômage touchent fortement les seniors – entre autres – pour qui l'augmentation du non-emploi est de plus de 15 % depuis le 1^{er} janvier. Or, avec une moyenne de 39,7 % du taux d'emplois des 55-64 ans (plus de 70 % en Suède!), la France déroule un tapis rouge vers la précarité et la misère à ceux dont l'âge serait un facteur défavorable. Blanchir sous le harnais est donc un risque sérieux pour un salarié, en économie soi-disant organisée par l'État providence. Nos patrons ont besoin de jeunes loups aux dents longues et au sang frais, et d'allègements des coûts du travail, paraît-il...

Les prévisions semestrielles de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique), parues le 28 novembre, ne nous aideront pas à retrouver le sourire. Avec des économies en récession, ils nous annoncent un niveau de chômage de 10,3 % dans la zone euro fin 2012 et un pic de 10,4 % pour l'Hexagone (9,2 % fin 2011).

Pendant ce temps, les prélèvements opérés par les 62 % de ménages français (environ 24 millions de personnes) possesseurs d'assurances vie sont massifs, pour le deuxième mois consécutif. En septembre puis octobre, les retraits étaient largement supérieurs aux dépôts : 1,8 puis 1,4 milliards d'euros ont été récupérés par les Français pour faire face à la situation. Une première depuis dix ans. Quand on sait que ces assurances vies sont envisagées par leurs détenteurs comme des

épargnes pour les coups durs, on fait vite le lien avec le chômage de masse.

Mais cette semaine, nous avons au moins deux raisons de ne pas désespérer. Les 25 et 26 novembre, en France, le réseau des banques alimentaires a collecté auprès des clients de supermarchés de quoi fournir 25 millions de repas pour l'hiver, soit un million de plus que l'an dernier. C'est inattendu en temps de crise qui s'approfondit. Et à travers tout le Royaume-Uni, une grève, le 30 novembre, a rassemblé des centaines de milliers de grévistes dans une journée de protestation inédite depuis 1978-1979, sous l'ère Thatcher. Il s'agit aujourd'hui de s'opposer à une autre vague de restrictions sociales et budgétaires du gouvernement de David Cameron.

Ces deux faits isolés de l'actualité de cette semaine indique bien que, par crainte de l'avenir, ou par solidarité de classe, des populations ont toujours capacité à s'entraider, et à lutter. C'est important, par ces temps où la misère croissante et le chômage qui dure s'intensifient. Même si la peur du lendemain n'est pas la même pour tous, selon qu'on est salarié ou boursicotier. Mais le jour où l'on se débarrassera de ceux qui exigent que nos vies empiraient au nom de valeurs boursières viendra bien, non? Et pour ça, il y a du travail pour tout le monde! Allez, au turbin!

Daniel

Groupe Gard Vaucluse
de la Fédération anarchiste

Ça branle dans l'outre-Manche



« Moi, je les ferais tous fusiller. Je les ferais exécuter devant leur famille. »

Palsembleu, cornegidouilles et foutredieu, qui a prononcé ces paroles dignes du temps de Chicago à la fin du XIX^e siècle ? Tout bêtement et dernièrement un animateur (sic) de la BBC, Jeremy Clarkson. Lequel était « irrité » par la grève des fonctionnaires britanniques. C'était sur une chaîne télévisée publique et il semblerait que l'individu se soit excusé... N'empêche que la dame de fer influence encore outre-Manche !

Quant à notre cher pays aux mille fromages, il y en a plus d'un qui pense la même chose. Entre autre le joueur de flûte du Zénith de Toulon... Qui ne dit pas encore qu'il faut avoir peur des grévistes, quoique... L'anti-France est en marche avec ces trublions et trublions qui osent refuser de cracher au bassinet pour aider la mère patrie à braver la crise et faire semblant de s'attaquer aux marchés.

Au site Renault de Lardy (Essonne) ça bloque sévère question nettoyage. Diable, quand les grosses locomotives de l'industrie automobile marquent objectivement le pas, il est plus qu'utile que d'aucuns nomment trop souvent les « pièces rapportées » prennent le relais. Donc, depuis plus de quatre semaines ça traîne du balai. Entendez par là qu'elles et ils sont en grève depuis le 7 novembre. En fait, tout le monde est embauché par la société de nettoyage, sous-traitante de la « marque au losange ».

Les revendications ? Augmentation du salaire horaire de deux euros, une prime de panier pour tous, la fin du travail le samedi, des embauches pour compenser les baisses d'effectifs et des titularisations. À quand le tour des autres à rentrer dans la tranche syndicale ?

« La tendance générale dans les structures de la confédération est depuis des années l'abandon de la lutte des classes, la soumission à la compétitivité et au marché

capitaliste. » Ça cause des soubresauts internes de la fédération du commerce CGT mais ça peut se dire de l'ensemble de la confédération sise à Montreuil. Face au déferlement politique de 2012, l'opposition syndicale dans la CGT serait, selon certains, dans le creux de la vague. Tout dépend de quel point de vue on se place... Il y a des structures, des courants estampillés oppositionnels qui s'empêtrent souvent dans des guerres quasi microcholines. D'autres qui, sans clairement le revendiquer, sont clairement dans l'action « en contradiction » avec les directives confédérales.

Comme quoi la révolte syndicale n'a pas de règle, n'obéit pas à des plans établis. Tout ça est inscrit dans l'inconscient de la mémoire ouvrière. À nous de le faire surgir à la lumière du jour.

Torrent Impétueux

Nouvelles des fronts

« *L'individuel chez l'homme n'est pas le contraire du social mais sa forme supérieure.* »
Vigotski

NÉOCOLONIALISME ET ÉCONOMIE PRÉDATRICE, c'est ce qui avait été dénoncé en Guadeloupe contre la «profitation». À Mayotte, même cause, mêmes effets, un mouvement radical de 44 jours contre la vie chère. Et ici on s'y met quand? Indignés de la Défense, salariés précaires, population paupérisée, chômeurs tracés comme des poulets de batterie, tout y est. Alors encore un effort. Pendant ce temps-là les puissants, sous prétexte d'égalité de façade, prônent le retour de la blouse à l'école, voire de l'uniforme. Le retour des écoles caserne, marche au pas petit être. Bientôt, le retour du maniement du fusil à la récré, bientôt de nouveaux hussards noirs pour t'apprendre à reconquérir je ne sais quelle Alsace-Lorraine dans une guerre de tranchée économique dont le Capital a le secret. Plus que jamais indignation et désobéissance civile.

En attendant le cancer de la plèvre, les conducteurs de la ligne C du RER, après une grève reconductible, ont obtenu satisfaction, les cabines et les rames vont être désamiantées au plus grand profit, probablement, des désamianteurs comme à l'Université de Paris 6 et 7. SeaFrance, ça sent l'autogestion, la CFDT recracherait-elle son hostie réformiste... Pas si sûr, un grand patron serait pressenti pour piloter l'affaire, une drôle de coopérative où il est probable que ce ne sera pas «un homme, une voix» mais plutôt des voix en fonction des parts de capital... À suivre. Si je me trompe, on cassera une bouteille de champ sur la coque du navire autogestion!

PSA, 6 500 licenciements, mais jurés, pas un dans l'hexagone, tout au moins avant les élections, après, c'est une autre, ou plutôt toujours, la même histoire, les mêmes promesses. En attendant ce sont les voisins qui vont écoper. Idem chez Areva qui a du plomb dans l'uranium, on dégaze mais hors des frontières, 2 700 emplois à dépolluer. Dans les banques, on la joue plus direct, la Société générale va écrêter son effectif de plusieurs centaines d'emplois, le Crédit agricole s'y prépare, tout comme la BNP qui va jeter 1 400 loyaux collaborateurs dans les poubelles de la «crise» dont elle est, comme les autres, largement responsable... Les banques spéculent, le salarié passe à la caisse et à Pôle emploi. Pôle emploi dont la santé, elle aussi est précaire... stress et souffrance au travail y sont en effet devenus monnaie courante. Dans la Haute-Vienne se sont les jambons Madrange qui dégraisent à hauteur de 117 emplois, dans le Calvados, c'est Honeywell qui confirme, 300 normands au jus



(de pomme) comme Nouvelles frontières qui saque 400 employés.

Sur le front des grèves, les salariés de McCain dans la Marne en lutte pour les salaires, ailleurs, on n'a pas la frite mais ça lutte toujours. Mouvement à RFI, demi-échec à Pôle emploi malgré la souffrance, bide à la SNCF pour la journée d'action européenne, grève invisible ou presque dans les boutiques France Télécom-Orange à Paris. Action à EasyJet et à Air-France-Corse où les CDI se mobilisent pour les CDD et afin de faire respecter un jugement prud'homal. Chroniques d'un pschiit annoncé, la journée intersyndicale de «protestation» du 13 décembre contre le plan Fillon ou encore la grève du 15 décembre dans l'Éducation nationale contre les nouvelles formes d'évaluation des enseignants. Protestation, c'est quoi, c'est nouveau? Une nouvelle forme d'appel à surtout ne rien faire. Tous ensembles, tous ensembles! Évident les uns le 13, les autres le 15... Tous ensembles mais surtout pas le même jour.

Ailleurs, les uns suppriment des emplois comme les 1 500 du Crédit suisse où en Irlande

avec des milliers de fonctionnaires menacés de licenciements. Les autres luttent, grève générale en Israël contre la vie chère, grève de 30 000 métallos en Finlande pour les salaires, de 95 % des cheminots portugais contre l'austérité et les coupes budgétaires... En Angleterre, grève générale des fonctionnaires contre l'austérité, la baisse des pensions et des salaires. Chez les Hellènes, là encore nouvelle «grève générale». En Birmanie, suppression d'une loi de 1962 et rétablissement du droit de grève et de se syndiquer. Mais partout «la pauvreté des pauvres» s'accroît et les inégalités ne cessent d'augmenter. En France, le surendettement des ménages augmente de 8 % en un an, 500 000 ménages sont incapables de payer leur loyer et la queue aux restos du cœur s'allonge chaque jour (+ 25 %) Après le temps de l'indignation, il nous faudra songer au temps de la révolution.

Hugues

Groupe Pierre Besnard
de la Fédération anarchiste

Brèves de combat

Pays du sud condamnés

Lors de la réunion de son conseil d'administration, réuni à Accra cette semaine, le Fonds mondial a supprimé son onzième tour d'appel à projets (R11) par manque de financement et prive ainsi les malades des pays du sud de traitements vitaux sans lesquels ils mourront.

Chômage : nouveau record

Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A, à savoir ceux n'ayant exercé aucune activité au cours du mois, a augmenté de 34 400 (+ 1,2 %) en France métropolitaine le mois dernier, pour s'établir à 2 814 900. Ce sont avant tout les contrats précaires et les plus de 50 ans qui en pâtissent.

Rien ne les arrête (encore) !

L'UMP propose l'élaboration d'un code pénal spécifique pour les mineurs, avec la possibilité de sanctionner par des «travaux de réparation» les «actes commis dès 12 ans», après «autorisation des parents». Ça sent les élections.

Rien ne les arrête (toujours) !

L'usage libre et gratuit des graines ne sera bientôt plus qu'un doux souvenir si l'on écoute les délires d'un député UMP qui voudrait les privatiser... Jusqu'à présent, les graines, surnommées «semences de ferme», étaient sélectionnées par les agriculteurs au sein de leurs propres récoltes et replantées l'année suivante. On croit rêver et revenir aux temps anciens du Moyen-Âge. Bientôt le retour du servage ?

Répression : du rififi à Poitiers

Procès pour deux militants sur les sept arrêtés lors d'une manifestation de soutien aux migrants. Le tribunal a finalement relaxé les prévenus sur le refus de prélèvement d'ADN d'une part, et sur le regroupement en vue de commettre des dégradations d'autre part. En revanche, l'un des prévenus, dont le tribunal a rappelé avec insistance les idées anarchistes (d'après les résultats de la perquisition), a été condamné à 150 euros pour un tag qui aurait été fait durant la manif, et qu'il assure n'avoir pas commis. Le seul témoignage d'un keuf ayant fait foi. Ah ! Justice quand tu nous tiens !

Septième suicide à la prison

Un détenu de 26 ans s'est suicidé par pendaison à la maison d'arrêt de Lyon-Corbas, selon une déclaration des pompiers et de source syndicale. Il s'agit du septième suicide dans ce centre pénitentiaire.

Amnesty dénonce la police

Amnesty International France met en avant la mort de cinq personnes lors d'interpellations pour dénoncer «l'impunité de certains policiers soupçonnés de violences et réclamer dans ces affaires des enquêtes impartiales».

Sida

Belle manif rassemblant environ un millier de personnes le 1^{er} décembre pour la journée mondiale contre le sida organisée par Act-Up Paris où au passage, les manifestants criaient aux consommateurs de bars gays : «Pédés, goudous, réveillez-vous !» Présence du groupe

Claaaaaash de la Fédération anarchiste avec une dizaine de militants et drapeaux venus se joindre à eux.

Sida : au secours !

Les églises évangéliques de Londres, Manchester, Birmingham et Glasgow ont laissé mourir des adeptes atteints du VIH, en leur disant d'arrêter tout traitement médical. Pour soigner leurs fidèles, ces pasteurs se sont en effet livrés à des pratiques d'exorcisme censées faire disparaître la maladie.

Sida : au secours (suite)

Les jeunes ont une bonne connaissance du Sida mais ils doutent de l'efficacité du préservatif pour se protéger du VIH. C'est ce qui ressort d'une étude réalisée l'an dernier auprès de 11 000 personnes âgées de 18 à 69 ans sur les connaissances, les attitudes, les croyances et les comportements face à cette maladie. Avec l'arrivée de traitements efficaces, les jeunes qui ont entre 18 et 30 ans craignent moins le Sida et prennent plus de risques. Et cette tendance est vraie dans toute la France.

Interdit d'interdire le maïs Monsanto

Le conseil d'État relance le débat sur les OGM en annulant la suspension de culture du maïs OGM de Monsanto prise par le gouvernement français en février 2008 et remise en cause depuis par la Cour de justice européenne. Pour Greenpeace : «La balle est dans le camp du gouvernement [qui] doit à nouveau interdire le Mon 810 en se servant des fondements juridiques adaptés.»

PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA



Chronique néphrétique

PPP

VOUS NE VOUS RENDEZ PAS COMPTE de la malchance que vous avez de vivre ailleurs que dans ce département de pointe qu'est, malgré sa discrétion médiatique, le Loiret. En effet, c'est ici que s'expérimentent pour la joie et le plaisir de tous, les PPP (Partenariat public privé) dans l'Éducation nationale. Prévus par une ordonnance de 2004, ces contrats permettent de confier la mise en œuvre globale d'un collège pour une durée de 10 à 20 ans, et ensuite d'externaliser au privé une foule d'activités antérieurement dévolues au public, comme par exemple l'entretien, la cantine, etc. Après avoir créé un premier collège de ce type à Villemandeur, près de Montargis, la construction de deux nouveaux établissements est lancée par le Conseil général. Fort de ce qu'il nomme une réussite, le modèle s'étendra bientôt, n'en doutons pas, au reste du pays. Ainsi, le département de Seine-Saint-Denis lance un programme de 30 collèges en PPP... Ce «mode de gestion moderne et efficace» a fait ses preuves :

Le recours au privé pour remplacer le personnel d'entretien, de nettoyage, toutes les petites réparations du quotidien est une ineptie : moins d'adultes dans un établissement, moins de réactivité, moins de liens humains. Si une dégradation est commise, si un matériel dysfonctionne ou si un enfant vomit dans un couloir, on attendra la venue de la boîte d'entretien en soirée... Les visiteurs sont surpris par la vitesse à laquelle l'établissement de Villemandeur a été dégradé. Pas grave : «La tenue par le mainteneur d'une main courante chiffrée permet de connaître le coût réel des dégradations sur un équipement.» Et sur l'ambiance de travail ? le moral des élèves, des familles et des profs ?

Les boîtes privées font toujours payer le prix fort... ce qui pouvait être réalisé en cinq minutes par un technicien présent (fainéant de fonctionnaire !) sera accompli après délai, frais de déplacements, «j'y retourne je n'ai pas le matos» en quelques jours.

Le Conseil général a fait le choix «d'aider l'économie», c'est ce qui doit expliquer qu'il ne fasse jamais fonctionner la garantie «décennale» : les matériels sont défectueux ? La pose est mal faite ? Dans un collège des tuyaux de chauffage s'effondrent sous un préau parce qu'ils ne tenaient qu'avec quelques vis à placo... Le Conseil général remet la main à la poche et... la poche de qui ? Dans un autre établissement, les parents d'élèves en sont réduits à vendre des petits pains à la récréation pour acheter des

manuels scolaires aux élèves.

Le personnel technique, qui a, il y a quelques années, été «externalisé», dépend désormais des Conseils généraux. Il fallait «dégraisser le mammouth». Ils peuvent désormais être supprimés par étapes, exemple : les cantines. Le département va construire une cuisine centrale à Meung sur Loire, afin de livrer de la nourriture dans un rayon de 100 km. Cette cuisine desservira l'ensemble des futurs collèges rénovés (PPP) en liaison froide, c'est à dire des plats cuisinés jusqu'à trois à quatre jours à l'avance et jusqu'à six jours avec une dérogation des services vétérinaires. Les cuisiniers et agents de restauration seraient chargés de réchauffer des plats produits ailleurs. Les personnels dont les cantines ferment et qui refusent d'aller travailler à 100 km de là à la cuisine centrale reçoivent leurs lettres de licenciement. C'est cela le développement durable : de la bouffe trimbalée sur des dizaines de kilomètres, pas d'approvisionnement local, et un gaspillage monstrueux. Car les repas servis, sous prétexte de choix identique proposé à tous du début à la fin, sont facturés parfois 8 euros pièce au Conseil général alors que le «prix élève» est de 3 euros. Tout ce qui n'est pas mangé est jeté... et facturé ! C'est encore ce que le Conseil général doit considérer comme de l'«aide à l'économie», priorité affichée qui lui permet de justifier la réduction drastique des budgets des collèges publics.

De nouveaux modes de calcul sont mis en place, qui diminuent les subventions (les conseils généraux sont les financeurs principaux des collèges). De partout arrivent des nouvelles alarmantes : là, un budget de CDI (documentation) divisé par 7. Ailleurs l'enveloppe par élève qui passe de 57 euros par an à 50. Ici, les fonds sociaux, qui aident les élèves dont les familles sont en grave difficulté économique, sont diminués de 50 %, alors que l'on ne s'en sortait déjà pas avant. Budgets de misère, gestion «privée», qui rendront l'école publique médiocre et justifieront l'apologie du privé ! On rogne sur tout, en particulier les réserves de fonctionnement qui ne doivent plus dépasser 5 % du budget, c'était 30 % il y a deux ans. Avec la hausse du gaz qui nous pend au nez, les chefs d'établissement espèrent un hiver doux... Ils ont raison, faudrait qu'ça chauffe !

Rodkol

Grève des **pompiers** de la gare d'Austerlitz

John Wesh Poulaille

Soixante-et-un jours de grève

Mercredi 22 novembre 2011, alertée sur la grève des pompiers de la gare d'Austerlitz, la Wesh Team a rendu visite au piquet de grève devant l'entrée du local de la sécurité afin de mieux comprendre leur lutte depuis 61 jours et de la médiatiser. Une discussion avec le porte-parole (syndicaliste CGT, société Lancry Protection Sécurité) pour la durée du conflit nous a permis d'en savoir plus. On remarque sans peine leur installation avec tente côté Seine.

Il faut noter qu'ils ne sont pas rattachés à l'armée et qu'ils bossent pour la société Lancry Protection Sécurité, sous-traitante de la SNCF. Leur responsabilité, en qualité de sapeurs-pompiers, recouvre la sécurité des usagers et la prévention incendie mais ce statut leur est refusé. Treize personnes sur quinze de l'équipe sécurité incendie sont en grève et syndiquées à la CGT. Cette sous-traitance vise à décharger les brigades des pompiers de Paris. C'est donc la cellule sécurité incendie qui gère tout de A à Z sur le site de la gare d'Austerlitz à l'exception du transport délégué au service public.

Théoriquement, la gare devrait être fermée depuis le 3 octobre. Des cadres (service recrutement, service habillement de LPS) ont été réquisitionnés pour casser la grève. Clairement, ils n'ont ni les compétences pour ce poste, ni les diplômes nécessaires et encore moins la connaissance réelle du site. La SNCF refuse de fermer la gare et se contente de se cacher derrière son petit doigt en se basant uniquement sur un calcul numéraire des effectifs présents pour la sécurité incendie du site. Six CHSCT (Comité d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail) de la gare, ayant déposé un droit d'alerte (délai réponse de rigueur maximum 24 heures), n'ont pas obtenu de réponse à cette date. La commission sécurité de la SNCF chargée de contrôler le service sécurité incendie auprès de la sous-traitance devait se

réunir mais étrangement la réunion fut annulée... puis reportée au 30 novembre. Aucune nouvelle à ce jour.

Les enjeux de sécurité des usagers ne sont pas négligeables pour une gare de cette importance mais, tant que l'exploitation n'est pas touchée, la SNCF joue la montre. La bonne nouvelle c'est que le mouvement de grève est solide, inscrit dans la durée, et sans interruption, n'en déplaie au service communication de la SNCF et de la gare opérant un *black-out* complet de la situation. Médias et institutions, dont préfecture et mairie de Paris, ont été contactées. Réponse des institutions ? « Cela ne nous concerne pas. » Côté médias, il faut tout de même signaler que *l'Humanité* et *Le Parisien* ont fait un article en octobre sur cette lutte et certains blogs, également en novembre.

Pour devenir sapeur-pompier il est nécessaire d'avoir validé les diplômes PSE 1 et PSE 2 : premiers secours en équipe niveau 1 et 2 visent à « être capable de s'intégrer au sein d'une équipe de secours, pour prendre en charge, sur les plans technique et humain, une victime d'un accident ou d'une détresse vitale, afin de la mettre dans les meilleures conditions possibles pour une éventuelle prise en charge médicale ultérieure. À ce titre, il doit aussi savoir dialoguer avec les équipes médicales qui seront appelées à prendre le relais et, le cas échéant à s'intégrer à leur action ». La prévention incendie classique requiert le diplôme « PSC1 – prévention et secours civiques » niveau 1 (ex-AFPS : Attestation de formation aux premiers secours), mais c'est insuffisant pour prendre en charge des victimes avec du matériel.

Cette irresponsabilité ahurissante résume bien les méfaits de la sous-traitance comme mode de gestion dans les entreprises qu'elles soient publiques ou privées.

Ce mouvement de grève a été lancé sur ce site le 3 octobre et a fait tache d'huile sur les six plus grosses gares parisiennes (gare du Nord, gare de Lyon, gare de l'Est, gare Montparnasse, gare Saint-Lazare, gare

d'Austerlitz) qui ont suivi le mouvement et repris les revendications légitimes (reconnaissance du diplôme et salaire correspondant) proposées pour les autres sites... Tellement légitimes que le site de la gare du Nord a obtenu satisfaction avec une grève de quatre heures (7h-11h) dès le premier jour alors qu'à Austerlitz ils en étaient déjà à seize jours de conflit. Par ailleurs une société dix fois plus petite que Lancry Protection Sécurité et salariant 35 personnes a également accepté les revendications. LPS refuse, avec ses quinze salariés et dix fois plus de chiffre d'affaire (94 millions d'euros de CA), de régulariser la situation, bien que cela ne leur reviendrait qu'à 50 000 euros par an pour tout l'effectif. Nul besoin de démontrer la rapacité de cette société créée en août 2000.

Dans les autres gares, les grévistes ont eu gain de cause avec les différentes sociétés sous-traitantes pour la sécurité incendie dans lesquelles ils travaillent. Le site de la gare d'Austerlitz est le dernier à ne pas voir reconnu ses droits bien qu'ils soient les initiateurs du mouvement durant maintenant depuis soixante et un jours (en date du samedi 3 décembre 2011).

Symboliquement, ils bloquaient l'accès mais ne pouvaient légalement empêcher les « vendus » de rentrer dans le local sécurité incendie. La mauvaise prise en charge d'une personne ayant fait un malaise et qu'ils connaissaient va les pousser à investir le local, sortir les « vendus » et laisser le système automatique de fermeture bloquer l'accès. Le 6 octobre, les quinze sapeurs-pompiers grévistes occupent donc l'espace public devant l'entrée de leur local 24 heures sur 24.

La réaction répressive ne s'est pas faite attendre puisque cent CRS interviennent alors de façon musclée. L'intervention du type « opération spéciale » a consisté à tout défoncer avec pieds de biche et béliers.

L'huissier accompagnant les forces du désordre a alors pu constater qu'il n'y avait personne à l'intérieur. Cinquante à soixante cheminots sont venus spontanément en soutien devant l'excessive affluente répressive. Le CE (comité d'entreprise) de la SNCF a déposé plainte pour dégradation des locaux et les portes ont été réparées pour « calmer le jeu ».

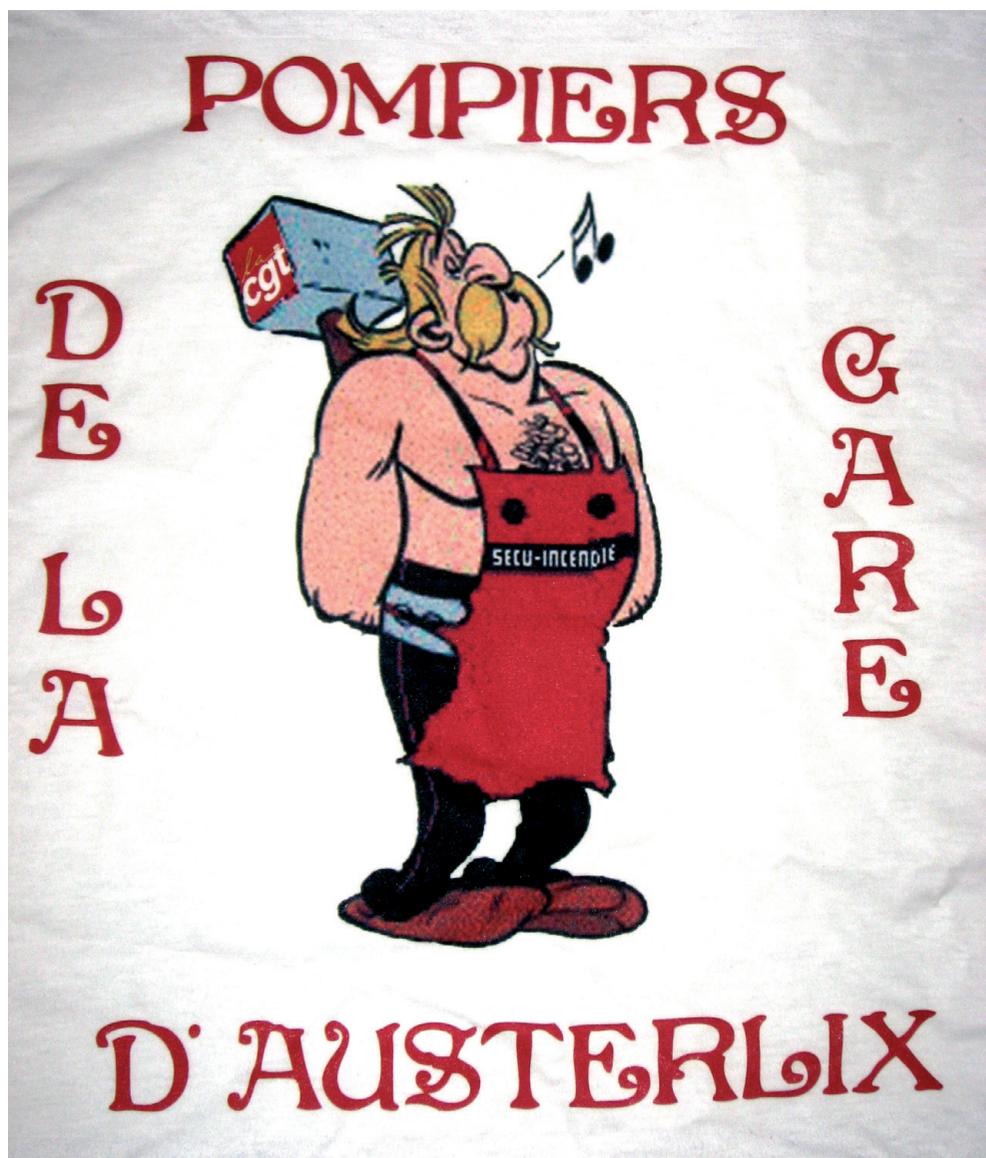
Au regard de la longue durée de ce conflit, on s'interroge sur les mécanismes de solidarité mis en œuvre pour tenir aussi longtemps et ne rien lâcher sur les revendications initiales. C'est là que l'intérêt de décloisonner les luttes se révèle intéressant puisque la CGT cheminots SNCF va venir en soutien auprès des travailleurs de la sous-traitance dès le premier jour : présence régulière, ouverture d'une caisse de solidarité (via l'union syndicale du département comptant environ 1 500 syndicats).

Le piquet de grève organise des rassemblements, des distributions de tracts, des soirées de soutien sur site et crée un t-shirt de soutien pour le mouvement. Au-delà de tout ça, l'esprit d'équipe entre collègues joue également beaucoup. Par exemple, ceux qui ont un peu plus de moyens financiers cotisent plus pour l'occasion.

Le soutien syndical de cadres de la CGT, électoraliste du NPA ou Front de Gauche, d'étudiants et de passants, sensibles au fait qu'ils soient pompiers, y contribue également. Cette solidarité mise en œuvre ne permet pas de combler les deux mois de salaire déjà laissés dans la lutte mais évite qu'elle ne s'esouffle.

Au bout du quinzième jour l'arbitrage des grévistes contre Lancry Protection Sécurité est pris en charge par l'inspection du travail plutôt favorable aux grévistes. La société sous-traitante sentant la situation lui échapper conditionne alors statut et salaire à un changement du rythme de travail. Le rythme de travail des sapeurs-pompiers prend en compte le fait qu'ils doivent bénéficier de temps de repos suffisant et de plages horaires de disponibilité pour leur activité de pompiers volontaires (interventions hors travail salarié chez LPS). Ce chantage sera rejeté par les grévistes dès le seizième jour. Depuis, silence radio de la part de l'employeur... Malgré l'usure psychologique, chaque jour les grévistes sont plus déterminés et les solutions trouvées dans les autres gares parisiennes sont autant de bonnes raisons de ne rien lâcher. Cependant, le besoin de plus de soutien physique se fait sentir pour des actions car tenir une grève à 13-15 personnes n'est pas aisé. La visibilité du mouvement en bénéficierait directement.

La possible issue du conflit serait une dénonciation du contrat par la SNCF pour changer de prestataire et porter les salariés vers une autre société sous-traitante s'occupant déjà d'autres gares. Les grévistes y seraient favorables. Et pour cause puisque



l'historique de Lancry Protection Sécurité est plutôt crapuleux.

Juin 2010, la société récupère, bien que ce ne soit pas sa spécialité, la gestion de la sécurité incendie pour la gare d'Austerlitz car elle était la moins-disant lors de la compétition (appel d'offre) entre sociétés sous-traitantes. Elle ne paye pas les heures supplémentaires grâce à une clause de modulation lui permettant de lisser les horaires sur un trimestre. C'est en partie le déclencheur de la grève car le prestataire les employant auparavant les prenaient en charge. Soit une perte nette de 200 à 300 euros sur leur salaire avoisinant, depuis, les 1 200 euros net par mois.

Une tentative de changement des horaires sera tentée mais échouera lors d'un premier conflit. Le second conflit fera suite à la tentative de sucrer l'indemnisation des frais de transports des salariés. Enfin le troisième conflit dont il est question maintenant leur vaudra le surnom de « gaulois d'Austerlitz ».

Pour faire bouger la SNCF, et notamment la pousser à une gestion tripartite de ce conflit (ce qui devrait être le cas depuis le début), les revendications des grévistes se

radicalisent : « Nous reprendrons le travail si Lancry part ! » La création d'un syndicat sécurité-incendie fédérant les gares de Paris fait également son chemin.

Politique de l'autruche (dédicace), que ce soit du côté SNCF donneuse d'ordres ou du côté prestataire Lancry Protection Sécurité, l'incompétence à tous les étages de la hiérarchie, le mépris des salariés et la remise en cause de l'imposture permanente sont de mise au sein de la sous-traitance dans ce conflit.

Passez les voir, boire, manger avec eux pour mieux connaître leur lutte. Des t-shirts de soutien, à l'image de leur lutte, sont en vente. **J. W. P.**

« Wesh t'as vu ? » : émission de reportages audio dans les luttes sociales et les lieux alternatifs visant à sortir la radio du studio. Diffusion sur Radio libertaire (89.4 Mhz et sur le web) les quatrième et cinquième mercredi du mois de 17h à 18h30.

L'atome désinforme

ALORS QU'EUROPE ÉCOLOGIE LES VERTS et le Parti socialiste viennent de signer un accord de campagne en trompe l'oeil en ce qui concerne le nucléaire, la campagne de désinformation mondiale concernant le nucléaire bat son plein.

Commençons par ce foutage de gueule électoral: fermer 24 réacteurs (sur 58) d'ici 2025 et réduire la part du nucléaire dans la production d'électricité à 50 % (pas loin de 80 % actuellement). Cela ne dit pas combien de réacteurs seront construits en plus de l'EPR de Flamanville? Certes EDF est prête à abandonner le chantier de l'EPR pour calmer les esprits, surtout à cause du fiasco financier, mais pour pouvoir construire des centrales de son cru et non plus siglées Areva. Ah la guerre capitaliste...

Pendant ce temps, dans l'indifférence générale, depuis la mi-octobre, l'Europe est balayée par une pollution à l'iode 131. Aucune instance du nucléaire n'est capable (ou ne veut) en donner l'origine. Il faut savoir que la demi-vie de ce radioélément est de huit jours donc sa persistance dans l'atmosphère signifie une pollution qui se prolonge... Certes les doses détectées sont infimes et donc sans danger immédiat, mais nous savons depuis l'accident de Tchernobyl qu'il n'y a pas de dose inoffensive, aussi faible soit-elle. L'exposition prolongée à cette pollution sans goût, sans odeur et invisible fait mourir à petit feu. Plusieurs hypothèses se dessinent: accident dans une centrale européenne, réactivation du corium de Tchernobyl, ou conséquences de la reprise d'activité du réacteur 2 de Fukushima? Quoiqu'il en soit une très mauvaise nouvelle pour l'industrie nucléaire qui va tout faire pour minimiser l'incident, voire le faire oublier dans les médias comme à son habitude. En effet, qui a parlé des dernières pollutions nucléaires en France? Quid du pic d'iode à $32\mu\text{Bq}/\text{m}^3$ le 22 septembre 2008 dues à la fissure d'un générateur de vapeur à Fessenheim, ou de celui du 16 au 25 septembre 2005 en région parisienne avec un taux dépassant $1000\mu\text{Bq}/\text{m}^3$ sans aucune explication, et pourquoi les balises de la région parisienne ne donnent plus aucune donnée depuis 2009?

Que dire aussi des pluies radioactives que subit l'Amérique du nord? Conséquences de la reprise d'activité d'un des réacteurs de la centrale de Fukushima ou simplement liées à l'accumulation dans l'atmosphère de la pollution radioactive depuis l'accident du 11 mars et qui nous retombe sur la tête sous forme de pluie? À Fukushima, véritable terrain d'expérimentation de contrôle social pour les pro-



chains accidents nucléaires, la désinformation bat son plein. Évacuation uniquement sur 20 km autour de la centrale (au temps de Tchernobyl, c'était 300 km et déjà insuffisant), dispersion des déchets radioactifs sur le territoire japonais, augmentation des normes de la radioactivité dans l'eau potable bien au-dessus des normes de l'Organisme mondial pour la santé (qui ne peut être accusé de faire dans l'angélisme puisque soumise par accord aux diktats de l'Agence internationale pour l'énergie nucléaire), distribution des aliments irradiés par soucis de solidarité nationale, etc. Il semblerait même que le gouvernement japonais envisage d'envoyer ces aliments dans le tiers monde sous prétexte d'aide humanitaire; faibles doses, pas de risques... Et sans parler des capitalistes qui savent qu'ils peuvent facilement socialiser les pollutions plutôt que les prendre à leur charge puisque les actionnaires de Tepco semblent avoir refusé de couler des dalles sous les coriums pour éviter qu'ils s'enfoncent dans la terre et polluent durablement, coût trop élevé...

Devant toute cette désinformation, une association et un laboratoire indépendant se sont créés au Japon avec le soutien notamment

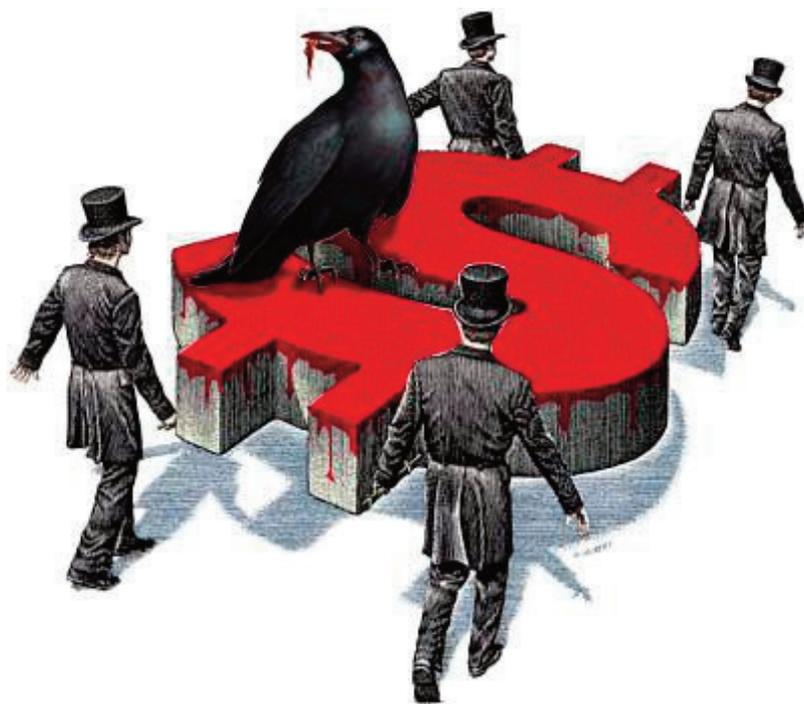
de la Criirad mais combien de temps lui faudra-t-il pour avoir accès aux «grands» médias? Après vingt-cinq ans d'existence, la Criirad y arrive tout juste et il n'est pas à douter qu'en cas d'accident en France, elle sera interdite d'antenne. La Criirad et les quelques autres associations plus ou moins indépendantes ne pourront s'opposer à la vague de désinformation qui déferlera. Seuls un travail d'information de tous les jours dès à présent, une prise de conscience de l'ensemble de la population et sa mobilisation déterminée pourront peut-être inverser le rapport de forces avec les institutions, sans parler de celui avec les industriels et leur lobby.

Guillaume

*Individuel 29 et groupe La Lune Noire
de la Fédération anarchiste*

À consulter: le site de la Criirad: criirad.org/unblog sur Fukushima: fukushima.over-blog.fr/unsite d'informations en continu sur Fukushima: www.scoop.it/t/fukushima-informations

La crise capitaliste, la fin d'un monde et la gauche



Raoul Zibechi

LOIN DES STRATÉGIES ÉLECTORALES, l'auteur nous invite à œuvrer et nous préparer sans tarder à une transformation profonde, un «effondrement» du système. Il faut dit-il construire ici et maintenant du «non capitalisme» pour jeter des bases pour l'après, pour l'inconnu. Nous faisons partie de cette crise ; il faut donc aussi «nous changer dans le monde» pour y faire face et imaginer de nouvelles stratégies.

Dans l'édition de novembre du *Monde diplomatique*, Serge Halimi développe dans un long article sa vision des problèmes que traverse la gauche européenne. Dans *La gauche dont nous ne voulons plus*¹, il déroule une forte critique envers les gouvernements qui se proclament socialistes pour leur gestion de la crise, puisqu'il ne trouve pas de différences majeures entre ce que font les conservateurs et les progressistes une fois qu'ils dirigent la chose publique. «La gauche réformiste se distingue des conservateurs le temps d'une campagne par un effet d'optique. Puis, lorsque l'occasion lui est donnée, elle s'emploie à gouverner comme ses adversaires, à ne pas déranger l'ordre économique, à protéger l'argenterie des gens du château» écrit Halimi. Elle critique aussi la gauche radicale qui rêve «de se blottir dans une contre-société isolée des impuretés du monde et peuplée d'êtres exceptionnels».

Ce qui est intéressant dans son analyse, c'est qu'il mise sur des ruptures. Il récupère le

triomphe électoral du Front Populaire français de 1936, non pour ce qu'a fait le gouvernement, mais parce que sa victoire «a libéré un mouvement de révolte sociale en donnant aux ouvriers le sentiment qu'ils ne se heurteraient plus au mur de la répression policière et patronale». En somme, il mise sur la voie électorale en ce qu'elle peut être un activateur de la protestation sociale pour procéder aux ruptures nécessaires avec le capitalisme. C'est un changement vis-à-vis de la stratégie traditionnelle des gauches, non seulement européennes, puisque le sujet est redevenu la lutte sociale, la lutte des classes, et plus les appareils politico-électoraux.

Halimi reconnaît les risques que contient la crise actuelle, à savoir, le débordement des États par le capital financier après son attaque frontale contre les secteurs populaires. Son analyse ne parvient pas, malgré tous les éléments positifs qu'elle comporte, à concevoir une stratégie alternative à celle qui, jusqu'à présent, a été hégémonique dans les diverses gauches : tant les européennes que celles des pays périphériques, tant les modérées que les radicales. Beaucoup des dilemmes qui se posent au «continent qui avait vu naître syndicalisme, socialisme et communisme – et qui paraît plus volontiers que d'autres se résigner à leur effacement», sont en réalité des problèmes qui charment tous les anticapitalistes partout dans le monde.

Je les résumerai en deux aspects : nous n'avons pas de stratégies pour vaincre le capital, ni électorales, ni insurrectionnelles, et nous n'avons même pas un imaginaire alternatif aux urnes ou à la prise du palais [d'hiver]. En second lieu, nous n'avons pas mis sur pied des économies durables par elles-mêmes, capables de soutenir la vie et d'enthousiasmer ceux d'en bas à consacrer toute leur énergie pour de telles tâches. En somme, si nous arrivons à triompher contre le capital, nous ne savons pas avec quoi remplacer le capitalisme, sauf nous engager à répéter ce « socialisme d'état » (qui était en réalité un capitalisme d'état autoritaire) qui s'est effondré à la fin des années quatre-vingt.

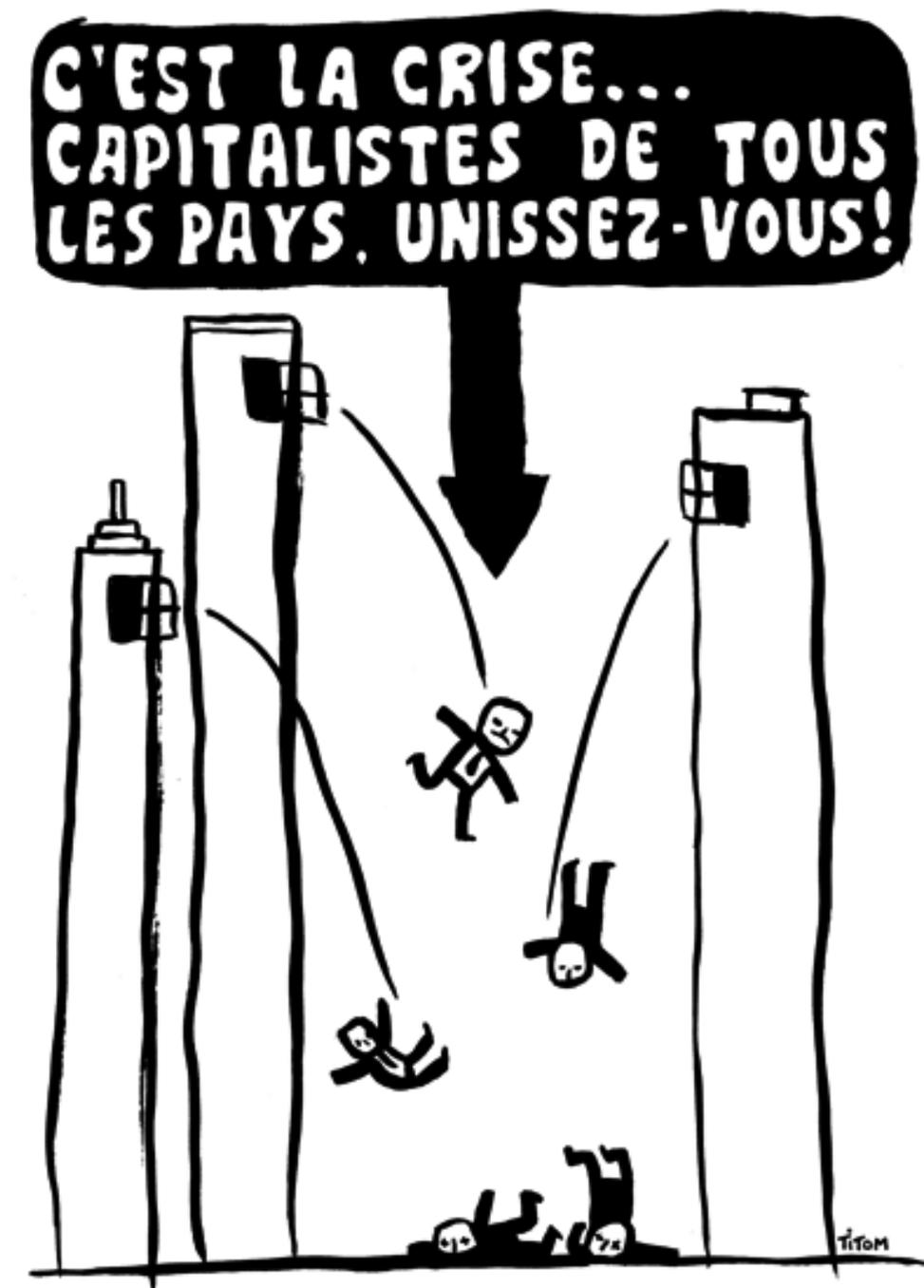
La social-démocratie, le socialisme, le communisme et le mouvement syndical sont paralysés parce que le monde où ils sont nés et ont grandi est en train de disparaître rapidement. Même ce que nous appelons les « mouvements sociaux » sont en crise parce qu'ils ne peuvent plus continuer à agir de la même manière. On parle déjà de crise de la démocratie, de coups d'état, en pronostiquant que ce monde, qui a donné naissance aux idées et pratiques émancipatrices, est en faillite. C'est cela la crise du capitalisme ou la fin du système-monde capitaliste.

Quand les gauches disent que le capitalisme est en crise, à peine se rapprochent-elles d'une demi-vérité. Si nous acceptons l'idée que nous faisons face à la crise du système-monde, nous devons comprendre que nous faisons partie de cette crise, parce que nos mouvements sont nés dans ce système et sont appelés à disparaître avec lui. C'est pourquoi il s'agit de construire autre chose, d'imaginer d'autres stratégies pour « nous changer dans le monde », parce qu'il ne s'agit pas seulement de changer le monde comme si c'était quelque chose placé en dehors de nous.

Il manque deux questions :

La première est de comprendre qu'il faut davantage de crise pour que quelque chose puisse changer. Il faut que le système s'écroule et nous devons travailler pour que cela arrive. Quand quelque chose s'effondre, il est évident que nous chutons avec, et c'est là un risque que nous ne pouvons pas éluder, parce qu'il serait vaniteux de prétendre que nous pouvons nous sauver par le seul fait de nous croire révolutionnaires, et parce qu'il s'avère éthiquement inacceptable de dissimuler ce risque aux êtres humains avec lesquels nous coexistons et avec lesquelles nous militons.

Il y a des possibilités pour réduire l'impact d'un effondrement tout en faisant partie de ce qui s'autodétruit. Mais il est bon de savoir que la logique d'un effondrement consiste en ce qu'on ne peut pas contrôler complètement le processus, parce que dans la vie réelle les choses ne fonctionnent pas comme ces démolitions programmées que nous montre la télévision. Dans cette débâcle systémique il y a une force interne autodestructrice et incontrôlée (le système financier ou la guerre



nucléaire). Sur cette scène nous devons reconstruire quelque chose qui n'est pas le capitalisme.

La seconde question est qu'il faut faire du non capitalisme ici et maintenant, parce que ce qui viendra après l'effondrement ne peut pas s'improviser. Seuls les peuples indigènes et les paysans, les afro descendants et les secteurs populaires urbains de notre continent ont l'expérience de vivre de cette manière. Leurs

savoirs seront indispensables pour survivre lors de ces effondrements et pour faire un monde meilleur.

Mais, évidemment, rien de cela n'est utile pour gagner des élections. La logique du moindre mal est aussi en crise. **R.Z.**

*Publié dans La Jornada (Mexique)
le 18 novembre 2011*

Comprendre la dette publique en quelques minutes

Salon tunisien de Paul Klee



Le texte qui suit est la transcription d'un clip vidéo accessible sur Internet.

DEPUIS PLUSIEURS DÉCENNIES, la dette publique à laquelle sont confrontés des pays développés n'a cessé de croître.

Cette dette publique généralisée pousse la plupart de ces gouvernements à pratiquer de sévères coupes budgétaires dans l'ensemble des services publics tels que l'éducation, la justice, les retraites, la culture, les protections sociales, ce qui a un impact néfaste sur la majorité de la population.

Il serait donc important de comprendre la cause d'un tel endettement.

Ce qui suit vous donnera les clés pour comprendre l'origine de cette dette publique globalisée qui, contrairement à la croyance populaire, ne se résume pas simplement à des dépenses excessives de l'État.

La vérité est quelque peu différente et gagne à être connue.

Quelques minutes de votre attention et l'origine de la dette publique ne sera plus un mystère pour vous.

Comprendre le système monétaire

Qu'est-ce que la monnaie fiduciaire? La monnaie fiduciaire, vous la connaissez bien.

Elle se trouve dans votre porte-monnaie et vous l'utilisez régulièrement lors de vos

divers achats. Cette monnaie existe depuis l'antiquité sous la forme de pièces de métaux suffisamment rares pour qu'une confiance totale puisse leur être accordée. Confiance indispensable pour les échanges commerciaux.

Au ^{xx}e siècle un métal occupait toujours une place primordiale dans les échanges commerciaux : l'or. En effet, chaque pièce et billet possédait théoriquement son équivalent en or quelque part dans une banque.

De plus, les pays devaient se régler entre eux directement avec des lingots de ce métal précieux.

D'une certaine manière, on pouvait donc dire que la monnaie fiduciaire de l'époque était l'or.

Depuis les accords de Jamaïque de 1973, les monnaies ne sont plus rattachées à aucun métal précieux. Les pays se paient désormais entre eux avec leurs propres monnaies entre lesquelles il existe un taux de conversion évalué par le marché des changes.

La nouvelle monnaie fiduciaire sont donc ces pièces et billets que vous avez dans votre porte-monnaie.

Or une différence importante entre l'or et la monnaie c'est que l'or est disponible en

quantité limitée alors que la monnaie peut être créée à volonté par les banques centrales de chaque État.

Un État peut-il vraiment profiter indéfiniment de cette création monétaire? Pas vraiment.

Car si un état achète plus qu'il ne vend, alors le taux de conversion entre sa monnaie et celle du pays vendeur évoluera à ses dépens.

Il lui sera donc de plus en plus difficile d'importer des marchandises car elles lui coûteront de plus en plus cher. Ce phénomène s'appelle la dévaluation.

De plus, si la masse monétaire croît plus vite que l'économie réelle alors l'argent inondera les commerces et perdra de sa valeur car il sera disponible à tous, vendeurs et acheteurs en plus grande quantité.

Cela se traduit pas une augmentation généralisée des prix.

Ce phénomène s'appelle l'inflation.

Définition de la monnaie scripturale

Bien moins connue, il y a aussi la monnaie scripturale.

Pour bien la comprendre, faisons un petit saut dans l'histoire. Au ^{xvii}e siècle, les orfèvres étaient chargés de garder les posses-

sions des riches familles et commerçants dans leurs coffres.

Disposant d'une énorme quantité de ressources inexploitées, les orfèvres prêtaient une partie de ces richesses dans le but de les récupérer, accompagnées d'un juteux intérêt.

Mais lorsqu'ils prêtaient ces richesses, ils ne les prêtaient pas matériellement, mais au moyen de lettres de change.

Plus faciles à transporter, ces lettres pouvaient être échangées à tout moment par les richesses qu'elles représentaient. Or, ces échanges avaient rarement lieu, car les lettres, disposant d'une crédibilité suffisante, étaient utilisées comme une monnaie à part entière.

Ainsi, malgré les prêts, il restait toujours des richesses dans les coffres des orfèvres. Donc, pourquoi ne pas prêter plus de lettres qu'il n'y a de richesses dans le coffre? Cela procurerait d'autant plus d'intérêts à empêcher et tant que les emprunteurs ne viendraient pas tous en même temps échanger leurs lettres de change ce système fonctionnerait.

Et c'est ainsi que les orfèvres devinrent banquiers, prêteurs d'argent qu'ils ne possédaient pas et surtout, qui n'existait pas.

Le système bancaire d'aujourd'hui fonctionne de la même manière.

Les orfèvres sont les banques.

Les richesses dans les coffres sont la monnaie fiduciaire.

Et les lettres de change sont la monnaie scripturale.

Lorsque vous faites un emprunt dans une banque, cette dernière ne vous donne pas une partie de la monnaie fiduciaire de ses épargnants mais vous donne de la monnaie scripturale qui est créée quand le crédit est généré et disparaît lorsque le crédit est remboursé.

Elle peut à tout moment être échangée par de la vraie monnaie fiduciaire mais comme pour l'orfèvre, cela se produit assez peu.

Les banques peuvent donc prêter plus qu'elles ne possèdent,

On estime aujourd'hui que les réserves fiduciaires des banques ne sont que de 15 %. Cela veut dire que les banques prêtent environ six fois plus qu'elles ne possèdent.

Cette particularité du système bancaire s'appelle le système des réserves fractionnaires. La monnaie fiduciaire est créée dans les banques centrales qui sont des institutions gouvernementales.

Les pièces et billets, qui sont une forme de monnaie permanente, font partie de la monnaie fiduciaire.

La monnaie scripturale est créée par les banques commerciales dont la plupart sont des banques privées.

Cette création ne peut avoir lieu que lorsqu'un emprunt est émis.

Par conséquent, cette monnaie n'existe que dans le cadre d'une dette.

L'origine de la dette publique

Il y a une légère correction à apporter à ce que nous venons de voir.

Il a été dit que les États peuvent créer autant d'argent qu'ils le souhaitent à l'aide de leurs banques centrales.

Cela n'est plus vrai.

L'article 123 du traité de Lisbonne, signé par tous les membres de l'Union européenne stipule qu'il est interdit à la banque centrale européenne et aux banques centrales des États membres, de prêter de l'argent à toute institution étatique.

Cet article existait déjà dans le traité de Maastricht et aussi dans la loi française depuis 1973.

Cet article est très important car il force les États à se financer sur le marché financier, c'est-à-dire les banques commerciales entre autres. Et si ces banques ne disposent pas de suffisamment de fonds, pas de souci : elles, sont autorisées à faire appel aux banques centrales.

Quelles conséquences cela a-t-il sur la monnaie?

Toute économie en croissance a besoin d'une croissance raisonnable de sa masse monétaire.

Or le système qui vient d'être décrit fait des banques commerciale les principaux intermédiaires pour la création monétaire.

En effet, les ménages, les entreprises et les États ne peuvent faire appel qu'au marché financier pour se financer.

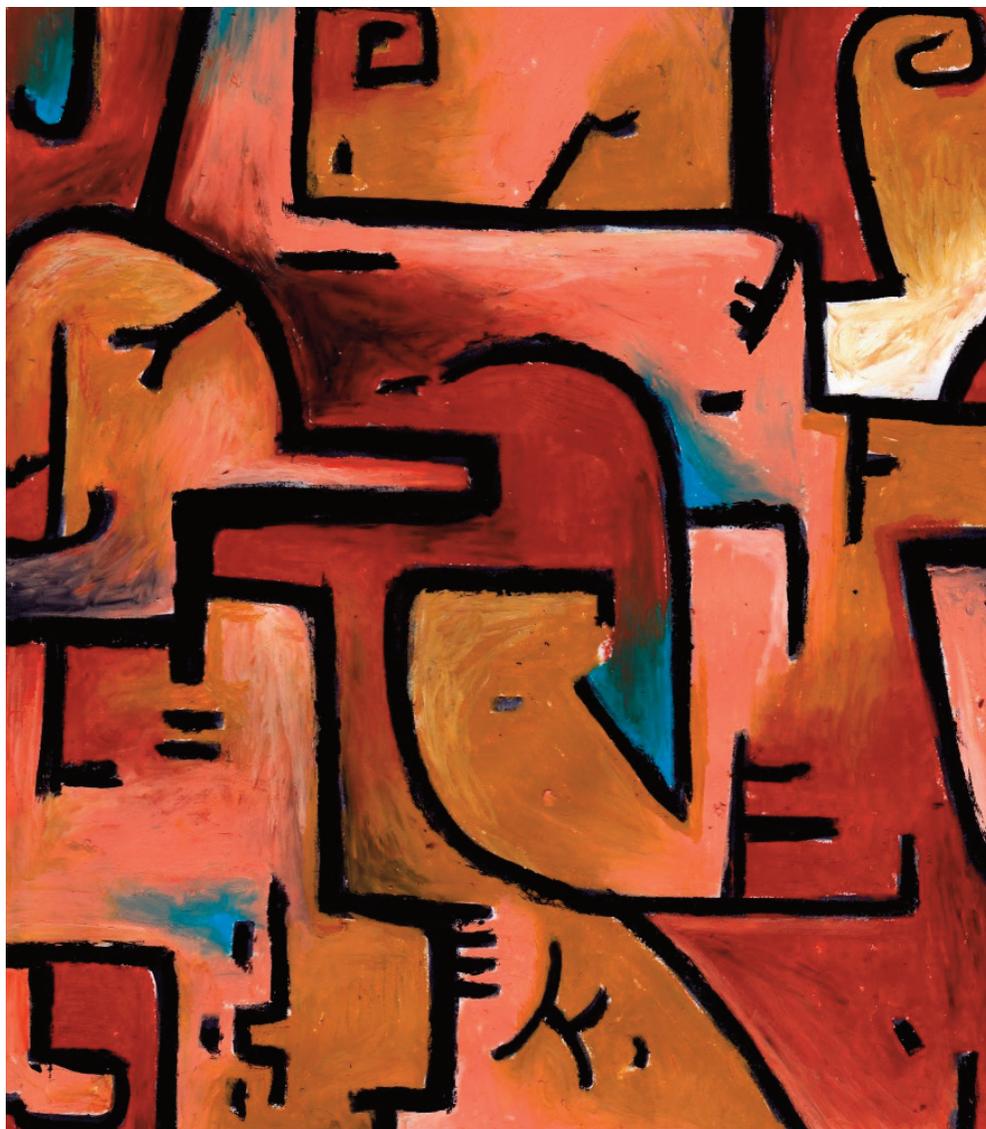
Par conséquent, la monnaie des banques commerciales, c'est-à-dire la monnaie scripturale, devient le principal outil de financement de toute la nation. Cela est vrai même si une banque commerciale fait appel à une banque centrale.

Car pour toute monnaie fiduciaire émise, la banque commerciale pourra émettre une quantité bien plus grande de monnaie scripturale.

Ainsi on peut comprendre que aujourd'hui plus de 90 % de la monnaie en circulation dans l'économie n'est autre que de la monnaie scripturale. On peut donc en conclure que l'essentiel du pouvoir de création monétaire est détenu par les banques commerciales.

Parlons d'un impact important de ce système monétaire : la dette.

Comme nous venons de le voir, plus de 90 % de la masse monétaire est constituée de monnaie scripturale.



Jardins tunisiens de Paul Klee

Or comme nous l'avons aussi déjà vu, la monnaie scripturale n'existe que dans le cadre d'une dette.

Par conséquent, si toute l'économie est inondée de monnaie scripturale, alors toute l'économie est endettée.

Ce qu'il est important de comprendre, c'est que cette dette est la conséquence naturelle de notre système monétaire. Elle n'est pas du tout dû à un excès dépensier de la société mais simplement dû au fait que la création monétaire n'est possible que par le crédit.

Si cette masse de monnaie scriptural était remplacée par de la monnaie fiduciaire permanente, la masse monétaire serait la même, et l'inflation serait donc du même ordre, alors que la dette totale de la société serait, elle, beaucoup plus faible.

Pour exemple : la dette totale américaine, publique plus privée est aujourd'hui d'environ 60 000 milliards (60 000 000 000 000) de dollars. Une dette colossale, qui n'est pas détenue uniquement par les pays étrangers, mais aussi et surtout par les propres banques américaines.

Maintenant, voyons ce que serait la dette française si l'État pouvait s'endetter auprès de sa banque centrale au lieu d'emprunter sur les marchés financiers.

Première chose à savoir, lorsque l'on fait un emprunt dans une banque commerciale, il faut rémunérer la banque. Cette rémunération, c'est le taux d'intérêt.

Par contre, lorsqu'un État emprunte à sa banque centrale, il n'y a personne à rémunérer, car l'État crée en quelque sorte de l'argent pour lui-même.

Il n'y a donc pas de taux d'intérêt.

L'État français empruntait à taux zéro avant 1973.

Pour comprendre l'effet des emprunts auprès du marché financier, nous devons donc évaluer l'impact de ce taux d'intérêt.

C'est simple à calculer. Lorsque l'on somme ce qu'a payé l'État français en intérêts seuls depuis 1973, on obtient un chiffre d'environ 1 400 milliards (1 400 000 000 000) d'euros.

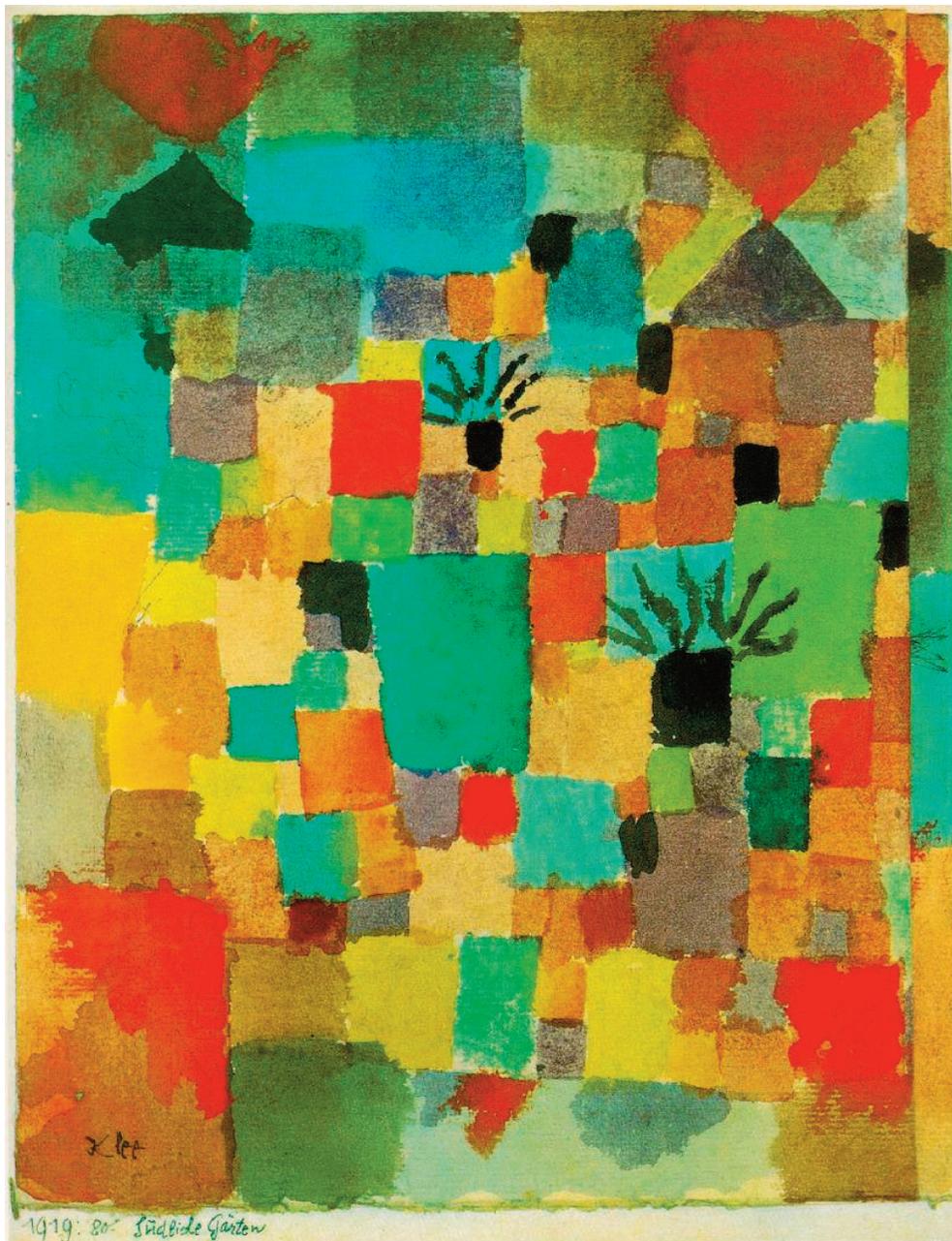
Une sacrée somme surtout comparée à la dette publique française actuelle, qui est d'environ 1 500 milliards (1 500 000 000 000) d'euros.

En d'autres termes, l'essentiel de la dette publique peut s'expliquer uniquement par le système de création monétaire actuel basé sur le crédit avec intérêt.

Et ceci sans faire intervenir les dépenses publiques, la sécurité sociale ou le manque de compétitivité, qui pourtant en sont les causes les plus communément admises.

Conclusion

Il y a quelques décennies, les États pouvaient payer leurs investissements par des emprunts à taux zéro auprès de leurs banques centrales, ce qui constituait de la



création monétaire.

Ils doivent désormais emprunter aux banques commerciales à taux non nul, ce qui, en général, constitue aussi de la création monétaire.

Cette obligation procure au monde financier une source de revenus colossale et le pouvoir d'influencer les gouvernements du fait de ce rôle incontournable pour le financement des nations.

La création monétaire par le crédit, avec intérêt, produit un endettement inévitable et croissant de la société et du pouvoir public.

Cet endettement, qui est en général perçu comme une défaillance du pouvoir public, le discrédite énormément, affecte sa souveraineté et limite ses possibilités d'action alors qu'il n'est dû qu'à un privilège considérable accordé aux banques commerciales.

Comprenez-le bien : ce système monétaire n'est rien d'autre qu'une arnaque monumentale qui fait la fortune de quelques-uns au détriment de tous les

autres.

Il ne doit son existence qu'à l'ignorance du plus grand nombre ; c'est pourquoi vous devez vous informer et informer votre entourage.

En partageant cette vidéo, par exemple.

Si vous désirez en savoir plus sur le sujet, ou si vous êtes dubitatif, alors, renseignez-vous, quasiment rien de ce qui est dévoilé dans cette vidéo n'est un secret ? Vous trouverez aisément des réponses à vos questions, et des liens vous seront fournis pour vous aider dans vos recherches.

Merci de votre attention.

Transcription : Éric Vilain



Histoire

« Si les anarchistes n'écrivent pas leur histoire, ce sont les autres qui l'écriront à leur place. » **Inconnu**

Louis Lecoïn

Une vie militante

Agnès Pavlowsky

IL Y A QUARANTE ANS, en 1971, Louis Lecoïn décédait, à l'âge de 83 ans, et cela fait cinquante ans qu'avec son ami, Jean Gauchon, instituteur, devenu avocat des objecteurs de conscience, il fondait l'Union pacifiste.

Son combat antimilitariste est toujours d'actualité, même si, dans nombre de pays, le service militaire obligatoire a disparu et que l'armée est formée de soldats professionnels. Nous, anarchistes, dénonçons le militarisme parce qu'il signifie que les conflits se règlent selon la loi du plus fort, par la coercition. L'existence d'une armée sous-entend l'éventualité d'une entrée en guerre, avec son cortège de massacres, d'horreurs. Pour nous, anarchistes, le militarisme incarne un système hiérarchique dans lequel les dominés sont conditionnés, modelés, soumis aux ordres de « supérieurs ». Or, nous dénonçons toute forme de domination. Nous observons qu'en France, la propagande publicitaire visant à recruter des jeunes, avec le slogan « devenez vous-même », ne manque pas de cynisme.

L'armée est toujours un outil aux mains de l'État pour réprimer un mouvement populaire. À l'heure des armes de destruction massive, des armes bactériologiques, des profiteurs de guerre, et tandis qu'en pleine crise économique, des budgets considérables sont consacrés à la dite défense, l'appel au désarmement unilatéral, lancé par Louis Lecoïn à la fin de sa vie, d'apparence anachronique ou irréaliste, est une revendication porteuse de sens, un appel à la vie. En effet, « le prix de la paix ne sera jamais aussi ruineux que le prix de la guerre. Car on ne construit rien avec la mort, on peut tout espérer de la vie ».

Maurice Montet, membre de l'Union pacifiste, l'a bien connu. Il a été particulièrement marqué par sa ténacité. À l'occasion d'une rencontre, dans le local de l'Union pacifiste, il m'expliquait : « Louis Lecoïn était

quelqu'un de décidé, doté d'une très forte volonté, qui nous obligeait à ne pas baisser les bras. Il était tenace, même dans les moments les plus pénibles. Il a fait face à de Gaulle — qui avait un profond respect pour cet homme si différent de lui —, et lui a arraché le statut d'objecteur de conscience. » Il ajoutait : « Pour moi, Louis Lecoïn est la preuve qu'il n'y a pas de prédestination, ni religieuse, ni matérielle, ni sociale. Bien que conditionné, l'homme peut intervenir. Auprès de lui, j'ai appris que notre devoir est d'exercer le pourcentage de liberté que nous avons, de l'utiliser et de tenter de l'élargir. Il m'a montré que nous avons tous notre place pour agir. »

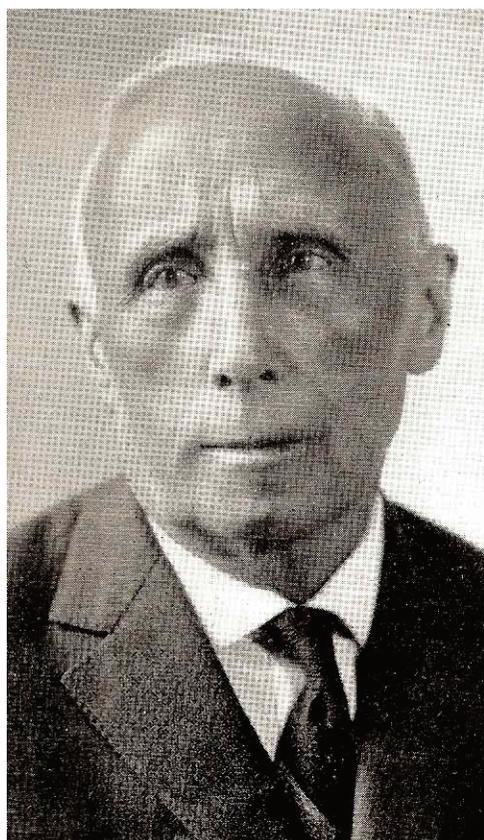
Louis Lecoïn naît le 30 septembre 1888, à Saint-Amand-Montrond, dans le Cher, au sein d'une famille rurale pauvre de sept enfants, qui a recours au bureau de bienfaisance. Les enfants mendient, parfois. Ses parents sont illettrés. Le père est journaliste ; la mère est engagée comme bonne.

Après le certificat d'études, il est apprenti typographe. Un petit larcin, pour acheter des bonbons à ses frères, met fin à son apprentissage. Il exerce un temps comme pépiniériste. Par la suite, il pratique divers métiers l'amenant à côtoyer des ouvriers étrangers. Il mendie quelquefois. Puis, il travaille plusieurs années dans le bâtiment, avant de revenir à l'imprimerie, comme correcteur.

La misère, dès l'enfance, perdurant quelques années à l'âge adulte, lui apprend que « les humbles se font eux-mêmes encore plus petits. La misère les met en état d'infériorité pour résister et se défendre ; ce sont toujours eux que l'on gruge les premiers, et le plus ». Elle a développé « de bonne heure, une sensibilité qui ne demandait qu'à sourdre ». Le sort des hommes qui l'entourent approfondit sa révolte.

Louis Lecoïn, antimilitariste, syndicaliste et anarchiste

Très tôt, il s'engage dans un combat antimilitariste ; et pourtant, adolescent, il rêvait d'une carrière militaire... En 1906, partici-



pant à une grève avec ses collègues jardiniers, il réalise que son énergie et sa révolte peuvent être mieux utilisées. Il en conclut : « D'abord, j'avais un exutoire à mon désir d'agir et je n'accomplirais pas de carrière militaire. Je devenais un antimilitariste et un révolutionnaire. »

Il s'ouvre à la politique, lit l'Humanité, se rend à des meetings organisés par les socialistes, tout en allant écouter Sébastien Faure. Son adhésion aux idées libertaires s'affirme et s'affine, peu à peu.

En 1907, à la sortie d'un meeting contre l'expédition de la France au Maroc, il est arrêté avec des tracts libertaires. Il est condamné à trois mois de prison. Ce n'est qu'un début : au cours de sa vie, il passera douze ans enfermé, condamné pour son refus de la violence guerrière, pour son insoumission, pour ses diverses prises de position.

En 1908, après avoir tergiversé, se demandant s'il allait ou non répondre à l'appel, il est une recrue bien déterminée toutefois à ne pas obtempérer aux ordres contraires à ses idées. En 1910, son régiment reçoit l'ordre de briser une grève de cheminots : il refuse et écope de six mois de prison. Ainsi se fait-il mieux connaître dans les milieux libertaires.

Démobilisé en 1912, il se rend à Paris et adhère à la Fédération communiste anarchiste (FCA). Il lit, échange ses idées, participe aux actions. Il devient secrétaire de la FCA. Condamné à cinq ans de prison pour avoir diffusé une propagande pacifiste, il s'instruit derrière les murs de sa cellule : « Ayant tout à apprendre, je lus tout de qui me tombait sous la main. Je lus, notamment, des œuvres de sociologues, celles de théoriciens du socialisme, de l'anarchisme. [...] Je me mêlai aussi à des discussions profitables à la formation de mon caractère, à la maturité de mon esprit. »

Sorti de prison en septembre 1917, arrêté à nouveau pour diffusion de tracts contre la guerre, il est condamné, en décembre, pour insoumission à cinq ans de prison, par le tribunal militaire, et à dix-huit mois de plus par un tribunal civil pour troubles à l'ordre public. Il est libéré en 1920, suite à une remise de peine.

À sa sortie de prison, la FCA devient l'Union anarchiste, à laquelle il adhère. Il devient administrateur du Libertaire de Sébastien Faure. Comme nombre d'anarchistes alors, Louis Lecoin mesure la profondeur du fossé qui sépare l'URSS de l'idéal libertaire. Son anticommunisme se renforce.

Au cours des années, Louis Lecoin sera moins impliqué dans l'Union anarchiste, devenue, en 1945, la Fédération anarchiste, qui connaîtra quelques divisions. Néanmoins, il reste proche de l'organisation, la sollicitant, demandant des conseils, parfois. Il y est davantage présent quand des enjeux internes le conduisent à s'exprimer. Ainsi, soutiendra-t-il les synthétistes – qui désirent une organisation où tous les cou-



rants anarchistes coexistent –, contre les «platformistes» – qui veulent, eux, une organisation de tendance exclusivement communiste libertaire.

Il s'investit dans le combat syndicaliste, à la CGT. Son esprit anarchiste l'amène à s'opposer aux autoritaires et, donc, à la direction.

Au congrès de Lille, en 1921, il représente les travailleurs du bâtiment. Confronté au monopole de prise de parole de la majorité et aux menaces des «gros bras», brandissant une arme, il tire en l'air pour qu'enfin la voix des syndicalistes révolutionnaires soit audible.

Une des tâches qu'il assigne aux syndicats est la lutte contre la guerre : «Le syndicalisme en action peut mater la soldatesque et imposer la paix», écrit-il dans La Liberté, en 1960.

Son pacifisme ne l'empêche pas d'intervenir en faveur des personnes qui combattent

les armes à la main. Ainsi agit-il pour la libération d'Émile Cottin, anarchiste de 23 ans, qui a tiré dix coups de feu sur Clemenceau en 1919. Sous la pression de l'opinion, le gouvernement cède. Mais Louis Lecoin, ayant accusé le président Poincaré d'être responsable de la mort de quinze millions d'hommes, est emprisonné durant six mois.

En 1926, il prend la défense de trois militants de la CNT espagnole : Buenaventura Durruti, Gregorio Jover et Francisco Ascasco. L'Argentine les accusait d'avoir tué un encaisseur de banque, qui avait été dévalisé, et l'Espagne les accusait d'avoir préparé un attentat contre le roi d'Espagne, Alphonse XIII. Appréhendés en France pour port d'armes, Louis Lecoin leur évite l'extradition, grâce au Comité du droit d'asile qu'il a fondé et au soutien de la Ligue des droits de l'homme qu'il avait interpellée. Trois fois, le gouvernement Poincaré décide leur extradition, trois fois il y renonce sous la pression.

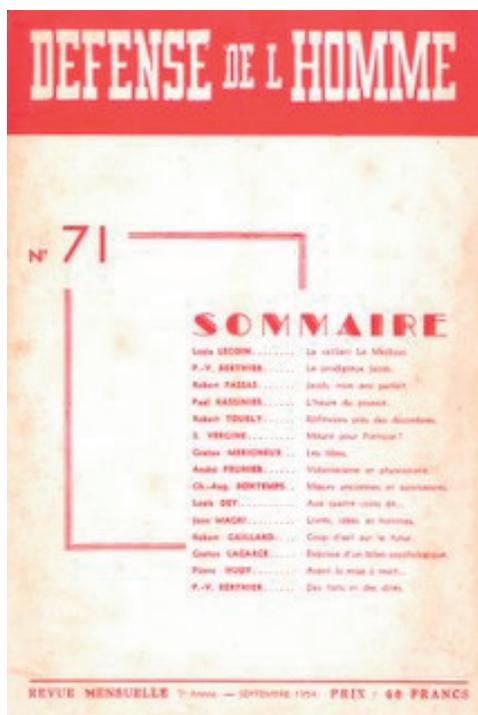
La même année, Louis Lecoin se lance à corps perdu dans l'action visant à empêcher l'exécution de Nicolas Sacco et Bartolomeo Vanzetti et pour que leur procès soit révisé. Le Comité de défense qu'il a créé est à l'initiative de toutes les protestations, les manifestations de par le monde. N'ayant pas réussi à les sauver, Louis Lecoin, dissimulé sous des vêtements militaires, pénètre dans le lieu où se tient le congrès de l'American Legion, rassemblement de combattants américains de 14-18. Coupant la parole au président, il s'écrie : « Vivent Sacco et Vanzetti ! » Il aura eu, au moins, la satisfaction de les faire connaître et de les rendre, si l'on peut dire, «immortels».

Ces derniers combats ont un écho dans le monde. Ils façonnent sa renommée, contribuant à la victoire de certaines de ses batailles ultérieures.

Son engagement auprès des anarchistes espagnols se poursuit. Il se rend en Espagne en 1931. Durant la guerre civile, il choisit son camp : avec l'Union des anarchistes, il crée un Comité pour l'Espagne libre, afin de soutenir les révolutionnaires espagnols. Des camions leur amènent du linge, de la nourriture et, aussi, armes et munitions. En 1937, il fonde Solidarité internationale antifasciste. Après la Seconde Guerre mondiale, il continue à soutenir les anarchistes espagnols, à travers ce comité.

La lutte antimilitariste au premier plan

Le pacifisme de Louis Lecoin s'incarne dans sa lutte contre la guerre. À la déclaration de la Seconde Guerre mondiale, il rédige le fameux tract «Paix immédiate» : «Le prix de la paix ne sera jamais aussi ruineux que le prix de la guerre. Car on ne construit rien avec la mort ; on peut tout espérer avec la vie.» Il est emprisonné jusqu'en 1941, meurtri par le désistement de certains signataires du tract reniant leur signature. Ce pacifisme intégral durant la Seconde Guerre mondiale paraît en contradiction avec son engagement vis-à-vis des anarchistes espagnols



et sa conviction que, pour lutter contre les forces réactionnaires, il faut frapper à droite, mais aussi à gauche, contre les bolcheviks. Il s'explique, d'ailleurs, en 1964, dans *Liberté* : « Elle (ma non-violence) ne peut m'empêcher d'employer un peu de violence au besoin pour en détruire beaucoup. » Sa condamnation des déclarations de guerre entre États, causes de tant de morts, de souffrance, de malheurs, éclaire sa position en 1939.

Nous pouvons, toutefois, nous étonner, que dans son ouvrage, *Le cours d'une vie*, il ne fasse pas allusion à la résistance à l'occupant nazi, alors qu'il soutient les anarchistes espagnols luttant contre le franquisme. Pourquoi un tel silence, alors que sa condamnation du fascisme et du nazisme ne laisse place à aucun doute ? Son aversion envers le communisme et le gaullisme en est peut-être la raison...

En outre, nous pouvons être heurtés par sa campagne d'amnistie en faveur de tous les collaborateurs, tout en partageant son écœurement face aux accusations abusives et aux injustices perpétrées.

Après la guerre, le « petit homme », comme le nomment certains, ne lâche pas prise. Il fonde un Comité de soutien à Garry Davis, qui veut créer un mouvement international en lançant le concept de « citoyen du monde ». Louis Lecoin propage ses idées dans sa revue *Défense de l'homme*.

C'est son engagement pour l'obtention du statut d'objecteur de conscience, en 1958, en pleine guerre d'Algérie, qui est son action la plus connue. D'une part, parce qu'elle a bien abouti à l'obtention d'un statut, et, d'autre part, parce que Louis Lecoin y a mis toute son énergie, sa détermination, allant jusqu'à mettre sa vie en danger par une grève de la faim. Il se tourne vers le Service civil international, qui accepte d'être une alternative au service militaire. Pour diffuser cette campagne, il fonde l'hebdomadaire *Liberté*. Afin de la financer, il vend sa maison, il organise une grande loterie mettant à contribution les anarchistes européens, qui vendent des billets : les acheteurs qui tirent les bons numéros gagnent des œuvres d'artistes tels que Cocteau, Vlamincq...

Louis Lecoin fédère autour de lui et de sa lutte des personnalités diverses : des religieux, des anarchistes, des intellectuels de gauche, des artistes : l'Abbé Pierre, Yves Montand, André Breton, Jean Giono, Albert Camus... « Louis Lecoin était souvent initiateur d'un projet d'une campagne et il avait cette faculté d'entraîner les autres à le soutenir, à mobiliser notre énergie », dit Maurice Montet. Ce dernier précise, concernant les compagnes et compagnons militants : « Libertaire, il se méfiait de ceux qui parlaient davantage qu'ils n'agissaient et de ceux qui se montraient un peu dirigistes. »

À 74 ans, il entame une grève de la faim. Son combat est relayé par une partie de la presse, dont le *Canard enchaîné*, dans lequel Henri Jeanson lance un appel aux intellectuels : « Hold ! Les grandes Gueules ! Laissez-vous mourir Louis Lecoin ? »

Au soir du vingt-deuxième jour de la grève de la faim, alors que Louis Lecoin est au bord du coma, Georges Pompidou, Premier ministre, sous la présidence de de Gaulle, promet un projet de loi sur l'objection de conscience.

Mais, en 1963, voyant que rien n'avance, Louis Lecoin menace de reprendre sa grève de la faim pour que ceux qui refusent d'être enrôlés, parce qu'être soldat va à l'encontre de leur éthique, ne croupissent plus en prison où ils étaient jetés indéfiniment. Finalement, le statut est légalisé en décembre 1963, et les objecteurs sont libérés. Ils accompliront désormais des travaux d'utilité publique. Toutefois, diffuser des informations concernant l'objection de conscience est illégal. L'obtention du statut est quelque peu arbitraire, dépendant du bon vouloir de l'administration. Ce n'est que vingt ans plus tard que la loi permettra une obtention plus aisée du statut et en autorisera l'information.

À la fin de sa vie, Louis Lecoin continue de militer contre l'esclavage, pour la liberté en Espagne. Le désarmement unilatéral est son ultime objectif. Il recueille les encouragements de personnalités telles qu'Edmond Rostand – dont il montra à Maurice Montet, avec émotion, la lettre dans laquelle il exprimait son ralliement à cette cause. D'après ce dernier, « réussir à obtenir le désarmement unilatéral aurait été, pour lui, l'aboutissement de toutes ces années de luttes opiniâtres ».

Des anarchistes ont reproché à Louis Lecoin de mener ses campagnes avec des personnalités bien éloignées des idées libertaires – parmi lesquelles des croyants et même des religieux –, de s'adresser à des élus, de demander à l'État le droit de refuser d'être soldat. Louis Lecoin considérait que la priorité était de lutter pour préparer l'avenir, tout en améliorant le présent. Il estimait que se tourner vers des personnes d'influence, voire des dirigeants, était une nécessité. Sa vie militante démontre que cela est possible sans se renier.

A. P.



Il était temps...

PENDANT QUE L'INTOUCHABLE *Intouchables* nous ramollit le ciboulot à grands coups de morale catho sur fond de collaboration de classes (y compris, récemment, dans nos propres colonnes...), d'autres films – défrayant un peu moins les chroniques (mais tout de même assez médiatiques) – sauvent l'honneur de nos écrans de cinéma. Et c'est le cas, notamment, de l'excellent *Time Out*, film d'anticipation qui s'efforce de rendre compte de l'absurdité et de l'injustice incarnées par le capitalisme.

In *Time* dans sa version originale, *Time Out* est sorti il y a peu sur nos écrans, le 23 novembre pour être précis. Réalisé par le néo-zélandais Andrew Niccol, qui avait déjà commis en 1998 le superbe *Bienvenue à Gattaca* (ainsi que le scénario visionnaire de *The Truman Show*), *Time Out* nous plonge dans un futur proche où pièces et billets ont été remplacés par une monnaie d'un genre nouveau : le temps. Dans ce monde, pas si éloigné du notre, des recherches scientifiques ont permis de modifier génétiquement le corps humain pour qu'il ne vieillisse plus à partir de 25 ans. Jusqu'à cet âge ultime, chacun évolue « librement », mais une fois les 25 bougies soufflées, chacun doit gagner son temps de vie, sans quoi la mort frappe. Les gens sont donc payés en heures de vie qu'ils dépensent ensuite pour financer leur loyer, leur bouffe et leurs loisirs éventuels. Mais comme dans toute société basée sur l'argent et le salariat, celle de *Time Out* est une société de classes où une petite bourgeoisie immortelle accumule le temps tandis qu'une masse innombrable de prolétaires se tue quotidiennement à la tâche pour gagner les quelques heures de vie qui leur permettront d'échapper à la grande faucheuse. Exposés à la mort chaque jour, certains y échappent de justesse, à quelques minutes près, et d'autres, ruinés, s'écroulent en pleine rue.

Voilà pour le *background*. Pour l'histoire qui y plante ses racines, elle est somme toute assez classique : un prolo (Will Salas, interprété par Justin Timberlake), accusé à tort du meurtre d'un bourgeois, prend la poudre d'escampette, en compagnie de la fille d'un des plus riches banquiers de la cité (Sylvia Weis, interprétée par Amanda Seyfried). Au cours de leur cavale, les deux comparses vont se forger une conscience sociale – et politique – qui les conduira à remettre en cause radicalement la société injuste et absurde dans laquelle ils évoluent. Bien joué, esthétiquement très chouette – on retrouve ici les influences de *Bienvenue à Gattaca* –, *Time Out* dégomme sans fioritures (et parfois de façon

La bande à Bonnot peut se rhabiller...



un peu maladroite, notamment au début) le modèle de société capitaliste, « dévoilant » au grand jour l'absurdité de son fonctionnement et les conséquences odieuses de la marchandisation de la vie qu'il instaure. Film qu'on pourrait sans se tromper qualifier de « lutte de classes », il rappelle que, dans une société classiste, on est soit d'un côté, soit de l'autre. Et que le passage du camp des bourgeois au camp des prolétaires ne peut se faire sans l'abandon des valeurs et des privilèges associés au premier. Et c'est d'ailleurs ce qu'incarne parfaitement le personnage de Sylvia Weis qui, une fois rangée du côté de Will Salas, abandonne le confort de son milieu, voire se retourne carrément contre sa propre famille et les valeurs qu'elle repré-

sente. On est ici bien loin du discours porté par *Intouchables* où, s'il est clairement question de classes sociales, les antagonismes qui existent entre les deux ne sont jamais montrés comme inconciliables, ce qu'ils sont pourtant bel et bien. On pourra toutefois reprocher à *Time Out* de concevoir le changement social à travers un prisme quelque peu « bourgeois » qui relègue le rôle des « masses » au second plan, au profit de l'action de deux individus providentiels. Dommage. En tout cas, une chose est sûre, *Time Out* tombe pile à l'heure.

Guillaume Goutte
Groupe Salvador-Segui
de la Fédération anarchiste

Paul Klee

En avant la musique



ENCORE UN PAPIER SUR UNE EXPOSITION, comme dirait le camarade Salcedo¹. Ce n'est peut-être pas comme ça qu'on fera la révolution, mais enfin, après une semaine de boulot plus ou moins intéressant, et de militantisme plus ou moins exaltant, ça ne peut pas faire de mal de se nettoyer les quinquets et de décrocher ses neurones en se payant une petite séance culturelle.

Objet du délit : Paul Klee (1879-1940)

Scène du crime : Cité de la musique (Paris-19^e)

Que vient faire là le peintre allemand naturalisé suisse au lendemain de sa mort ?

Il faut savoir que Paul Klee, né dans une famille de musiciens, pratiqua dès l'âge de sept ans le violon, puis gagna sa vie comme musicien d'orchestre classique et également comme critique musical. Vers vingt ans il entreprend des études de peinture à Munich, entre en contact par la suite (en 1911) avec le groupe de peintres du *Der Blaue Reiter* (Le Cavalier bleu) dont sont membres Kandinsky, Franz Marc, August Macke et Alexej Von Jawlensky. L'année suivante, il rencontre à Paris Robert Delaunay, et parallèlement découvre la musique de Schönberg. Il entreprend alors une construction « polyphonique » de la couleur. Il hésite entre la carrière de musicien et celle de peintre : un voyage en Tunisie en 1914 achève de le décider : il sera peintre.

Après la Première Guerre mondiale, il rejoint le Bauhaus de Weimar où il rencontrera

Igor Stravinski et Béla Bartók. On lui confie un cours de peinture, mais par suite de désaccord (la peinture est reléguée au second plan, après l'architecture) il démissionne en 1931. Il rejoint alors l'Académie de Dusseldorf dont il sera renvoyé en 1933, après l'accession d'Hitler au pouvoir. En effet, les nazis ne jugent pas son art « dégénéré » (comme pour Edvard Munch) mais l'accusent de « bolchevisme culturel ».

Les dernières années de sa vie se déroulent dans la souffrance : il est atteint de sclérodémie, maladie qui l'obligera à abandonner la pratique du violon, et qui influencera ses ultimes peintures. Il meurt à Locarno le 29 juin 1940.

Toute sa vie, et jusqu'au dernier instant, musique et peinture furent les passions de Paul Klee (dans un ordre inverse à celles de Ingres). Il laisse quelques 8 000 œuvres, dont la moitié se trouvent au Zentrum Paul Klee à Berne. C'est à un parcours intellectuel mélangeant musique et peinture, musique à travers la peinture que nous invite l'exposition *Paul Klee Polyphonies* à la Cité de la musique (jusqu'au 15 janvier 2012).

Ramón Pino

Groupe Pierre-Besnard
de la Fédération anarchiste

1. Voir *Le Monde libertaire* n° 1652 : « Que devient Munch ? »

Rap attitude

« On a l'chômage, mais c'est pas ça qui nous fait rêver, Ni être en charge des marges d'une entreprise privée. »

Ainsi commence le premier album de L'Inconsolable, qui rappe pourtant depuis dix-sept ans déjà. Il faut dire que, lorsqu'on aborde dans la musique des sujets aussi occultés que la critique du travail salarié, de la société de consommation et des normes sociales, on a des chances de ne pas trop être écouté.

« Patrick Le Lay n'a pas d'mal à s'regarder dans une glace. »

« J'laisse le taf à ceux qui ont tendance à s'ennuyer. »

Les vingt-quatre chansons du double album nous permettent de suivre l'artiste dans son délire pendant une journée entière : le matin passé à ne pas se lever pour aller bosser et l'après-midi à réveiller les consciences endormies de ses contemporains. Et des surprises de jaillir un peu partout au fil de l'album : par ici un extrait d'un film de Pierre Carles, par là un featuring avec Jean-Pierre Pernaut, un peu plus loin la recette du cocktail molotov, et là-bas une plage instrumentale pour se reposer de tant d'agitation politique. De *Juste à cause du taf à Paf les chiens* (de garde que dénonçait Halimi), tout y passe : patriotisme révérencieux (*Sifflons, sifflons*), brutalité policière, militaire, et sécuritaire (*Far West*), symboles de la société de consommation (*Ode à l'incendie* – des bagnoles), dénonciation du machisme latent (*Modèles réduits*), soumission d'une forme artistique qui se veut subversive au diktat de l'industrie musicale (*Le Manège du Rap*).

« Avec mes rimes, ils ne savent jamais sur quel pied bosser. »

Autoproduit grâce à un appel à soutiens sur ulule.com, auto-distribué, auto-enregistré... On ne peut guère faire un album plus autonome économiquement – à conditions que les auditeurs s'en emparent !

Gilou

Groupe Claaaaaash
de la Fédération anarchiste

Album en vente à la Librairie du Monde libertaire pour la modique somme de 20 euros ou en VPC à l'inconsolable@hotmail.com.

Toulouse

Solidarité avec les inculpés

LE 5 JUILLET DERNIER, une dizaine de personnes ont pénétré dans les locaux de la Protection judiciaire de la jeunesse, à Labège, pour manifester contre l'incarcération des mineurs. En dépit du fait que, au dire même du procureur, l'action menée «n'a finalement fait que peu de dégâts», la répression s'exerce aujourd'hui de façon brutale et arbitraire.

Une centaine de gendarmes ont en effet opéré le 15 novembre à Toulouse des perquisitions et procédé à une dizaine d'interpellations dans sept lieux d'habitation, pour l'essentiel des squats – embarquant au passage une famille de sans-papiers –, et bien sûr ordinateurs et écrits divers. Ils ont placé en garde à vue six personnes (que la presse, à son habitude, et suivant en cela le ciblage policier destiné à criminaliser au maximum, s'est empressée de classer dans les «mouvances anarchistes»), et quatre d'entre elles se trouvent depuis en détention à la maison d'arrêt de Toulouse-Seysses.

Comme d'habitude, le juge a refusé la mise en liberté provisoire pour ces personnes, alors que les garanties de représentation étaient présentées, au prétexte qu'elles pourraient communiquer ensemble et prendre la fuite. Dix jours après leur mise en détention, elles se trouvent toujours privées de tout contact avec l'extérieur : les mandats, le courrier et les affaires personnelles tardent à leur arriver. Bref, tout est mis en œuvre pour

maintenir la pression sur les inculpé.e.s et tenter de les faire craquer.

Ils et elles sont accusés «de participation à un groupement formé en vue de la préparation de violences contre les personnes ou de destruction ou de dégradations de biens ; violence commise en réunion sans incapacité ; dégradation ou détérioration du bien d'autrui commise en réunion». Des faits minimes, une action de solidarité, mais des chefs d'inculpation très lourds et qui risquent d'être lourds de conséquences.

Que ces personnes soient impliquées ou non dans cette action n'a pas d'importance, tant il est juste sur le fond d'avoir exprimé sa solidarité avec celles et ceux qui subissent la répression de manière brutale, ici les jeunes prisonniers de Lavaur qui se sont mutinés en mai 2011. Quand l'État enferme pour quelques graffitis, il tente de terroriser ses détracteurs et à tous ceux et celles qui, frappés de plein fouet par la débâcle économique, se risqueraient à quelques actions directes expropriatrices et/ou revendicatives.

Ce n'est pas un milieu que l'on cible, c'est la capacité d'action de toute lutte. C'est pourquoi nous appelons à dénoncer à la fois la politique sécuritaire – dont la récente réforme sur la répression de la jeunesse ainsi que l'annonce d'un prochain décret permettant un fichage centralisé de la jeunesse (justice/école/santé) constituent des épisodes supplémentaires – et la répression menée à

l'encontre des personnes actuellement incarcérées et poursuivies.

L'époque résonne du bruit de bottes. Omniprésence de flics et de militaires sur la voie publique, multiplication des fichiers, délation institutionnelle, interdictions et amendes en tout genre : la pression policière s'accroît sans cesse sur la population ; contrôles, surveillances et contraintes sont le lot quotidien de tout un chacun, particulièrement des pauvres.

Nous ne voulons pas de ce monde qui nous contrôle et nous emmure.

Leurs matraques ne nous feront pas taire, ni marcher d'un seul pas !

**Samedi 17 décembre,
Descendons en nombre dans la rue !
Rendez-vous à Jean Jaures, 14 heures**

Contact du Collectif liberté pour les inculpés du 15 novembre : nonalepm@riseup.net
Soutien financier pour les frais de justice et la cantine en prison : envoyez vos chèques à l'ordre de «Maria», CAJ c/o Canal Sud, 40, rue Alfred Duméril, 31 400 Toulouse.

Poitiers, 1^{er} décembre

Procès de deux militants

suite à leur soutien aux migrants

LE 5 FÉVRIER 2011 avait eu lieu une manifestation de soutien aux migrants. Elle s'était soldée par l'arrestation et la garde à vue de sept personnes. Ainsi que deux perquisitions, où du «matériel militant anarchiste» avait été saisi et détruit, notamment du matériel de la Fédération anarchiste.

Après plusieurs péripéties, reports et annulations pour cause de changement de la loi sur les gardes à vue, le procès a finalement eu lieu aujourd'hui 1^{er} décembre 2011, pour deux militants seulement (voir article précédent).

Malgré le réquisitoire du procureur réclamant un mois de prison avec sursis pour chacun des militants, avec jours-amendes et TIG,

le TGI de Poitiers a finalement relaxé les prévenus sur le refus de prélèvement d'ADN d'une part, et sur le regroupement en vue de commettre des dégradations d'autre part.

En revanche, l'un des prévenus, dont le tribunal a rappelé avec insistance les idées anarchistes (d'après les résultats de la perquisition), a été condamné à 150 euros pour un tag qui aurait été fait durant la manif, et qu'il assure n'avoir pas commis.

Cette condamnation est faite sur la seule déclaration d'un policier et ce malgré le témoignage discordant d'un autre policier. Malgré aussi qu'aucune bombe de peinture n'ait été retrouvée sur lui. Malgré enfin, et surtout, que le prévenu affirme ne même pas

comprendre le sens de ce tag («Contraindre le KO qui est en nous à prendre forme»)

Ce que police et justice ciblent évidemment, en cherchant tous les prétextes possibles, c'est la solidarité et les idées libertaires, et les individus qui les portent. Pas plus tard qu'hier encore, des policiers venaient contrôler l'identité d'un militant du groupe Pavillon Noir pour diffusion d'un tract contre les élections.

Groupe Pavillon Noir

Fédération anarchiste 86

<http://fa86.noblogs.org/?p=1266>



Jeudi 8 décembre

Chronique hebdo (10 heures) La bataille «écologique» n'est pas dissociable du combat contre le système capitaliste. Retour sur un article du *Monde diplomatique* de L. Sève.

De rimes et de notes (12 heures) Carte blanche à Guy (de Metz), animateur radio. Son invité: Éric Frasiak.

Si vis pacem (18 heures) Faut-il brûler les papiers de Claude Guéant (63 ans de la Déclaration universelle des droits de l'homme)?

Cinéma en free style (19 h 30) Invité: Jean Streff, scénariste, écrivain et réalisateur, auteur entre autres de *Les extravagances du désir* et *Le masochisme au cinéma*.

Paroles d'associations (19 h 30) Thomasi à l'occasion de son concert à la Menuiserie de Pantin le samedi 17 décembre à 20 h 30.

Ca booste sous les pavés (22 h 30) À la rencontre du groupe 100 Raisons qui distille une musique Rock Punk avec des textes incisifs et engagés.

Jeudi 15 décembre

Si vis pacem (18 heures) Hommage à Jean-Jacques de Félice, avocat des insoumis.

Sortir du colonialisme (16 heures) Bobby Sands: le colonialisme tue aussi en Europe. Avec Philippe Paraire, pour la traduction de *Bobby Sands jusqu'au bout* de Denis O' Hearn.

Mercredi 14 décembre

Femmes libres (18 h 30) Avec Oristelle Bonis (éditions IXe), pour le livre *40 ans de slogans féministes 1979-2010*; et deux des auteures des slogans: Anne-Marie Faure-Fraisse et Béatrice Fraenkel.

Vendredi 9 décembre

Les oreilles libres (14 h 30) Le festival Alternativa qui s'est déroulé fin novembre à Prague.

Samedi 10 décembre

Chroniques rebelles (13 h 30) *France d'en haut. France d'en bas. Les dominés seront-ils toujours soumis?* de Maurice Rajsfus (Éditions du Monde libertaire).

Hôtel Paradoxe (23 heures) Benjamin Colin et Agnès Pinaqui avec Cable Street, duo entre rock et poésie littéraire.

Lundi 12 décembre

Ondes de choc (14 h 30) Michel Lequenne, pour la littérature au féminin: *Grandes dames des lettres, de Sappho à Ann Radcliffe* (tome I) aux éditions Syllepse.

Trous noirs (16 heures) *Fondu au noir* Le premier film de Jacques Richard a fait dire qu'il ressemblait «à ces lycéens de Terminale, dont on ne sait pas s'ils vont raffer tous les prix, ou mettre le feu au lycée!» Il nous raconte la suite... 67 films plus tard.

Mardi 13 décembre

Pas de quartiers (18 heures) L'émission du groupe Louise-Michel organise une discussion, en direct, avec Marc Silberstein et Jean-Manuel Trémond – alias Nestor Potkine – autour du livre de Richard Dawkins *Pour en finir avec Dieu*. Tous à vos postes à galène!

L'agenda 2012 des Éditions du Monde libertaire est disponible !



Deux couvertures différentes - au choix.

Avec, pour chaque semaine, une citation fleurant bon la révolte et l'amour de la vie !

+ les contacts des groupes et liaisons de la Fédération anarchiste.

Format 21 x 13,5 cm. - 120 p. - 8 euros port compris.

Commandes à adresser aux Éditions du Monde libertaire

145 rue Amelot - 75011 Paris (chèques à l'ordre des Éditions du Monde libertaire).

Du 4 décembre au 7 janvier

Montreuil

Exposition de notre chère dessinatrice Riri, au Fatalitas, 3, rue Edouard-Vaillant, Métro Croix-de-Chavaux

Jeudi 8 décembre

Caen (14)

20 heures. Débat sur l'antipsychiatrie (d'hier à aujourd'hui) avec Jacques Lesage de La Haye, militant anarchiste, psychologue reichien et auteur du livre *La mort de l'asile*. À l'amphi Tocqueville, campus 1. Entrée libre.

Montbéliard (25)

Rassemblement devant le TGI, à La Petite Hollande, à 9 heures.

Paris IV^e

20 heures. A l'occasion des 50 ans de l'Union Pacifiste, Le Centre audiovisuel Simone de Beauvoir a le plaisir de vous inviter à la projection du film *Écoutez May Picqueray*, France, 1986, 16 mm, coul. 70 min, suivi du court métrage *Les femmes disent Non à toutes les guerres* France, 2011, tous deux de Bernard Baissat et en présence de l'auteur. Au cinéma Le Nouveau Latina, 20, rue du Temple.

Vendredi 9 décembre

Vannes (56)

20h30. Débat «défaites vos idées toutes faites sur l'anarchisme» par le groupe libertaire Lochu-Ferrer (Fédération anarchiste Vannes-Lorient). Palais des Arts.

**GRAND CONCERT
DE SOUTIEN AUX SALARIÉS DE
FRALIB**

**Mardi 20 décembre
à partir de 19h
à l'Espace Culturel
de la Pointe de Caux à Gonfreville l'Orcher**

**avec Red Lezards
Les Josettes Rouges
Les Oiseaux de Passage
Nils (Magie) Vincent L.
Back To (ex Plan B)
Fenouil et les Fines Herbes**

**Caisse de solidarité
Sandwiches et boissons à vendre sur place
(au profit des salariés de FRALIB)**

À l'initiative du Havre de grève, de la CGT Le Havre,
de Solidaires et des Red Lezards

**La Solidarité n'est pas obligatoire,
c'est juste essentiel !!**

<http://cgt.fralibvivra.over-blog.com>

Samedi 10 décembre

Marseille (13)

17 heures. *La Mort-Marraine*, conte fantastique, adapté et réécrit avec humour par Anne Quesemand: Quand la Mort adopte un enfant, quelle idée a-t-elle derrière le crâne? Causerie animée par Patrick Ferrage. Au Cira, 3, rue Saint-Dominique. À partir du 1^{er} janvier 2012, la nouvelle adresse du CIRA sera: 50 rue Consolat. cira.marseille@free.fr Sur Internet: cira.marseille.free.fr

Rennes (35)

20h30. Concert de soutien au site Rennes Info. Avec Murder One (Punk HxC, Vannes), Death Or Glory (Punk Rock, Rennes) et Heaven Sucks (Metal HxC, Rennes). Organisé par General Strike et Happy Culture. Prix libre. Au bar La Paillote, 18, rue Saint-Michel.

Dimanche 11 décembre

Paris XIX^e

18 heures. L'AAEL (Association pour l'art et l'expression libres) présente son livre: «Affiches contre... de 68 à nos jours», Histoire des affiches réalisées et éditées par l'AAEL et la scop Imprimerie 34. Débat, exposition d'affiches, vidéo. Au Vent se lève, 181, avenue Jean-Jaurès (au fond de la cour à droite). Métro Ourcq.

Mardi 13 décembre

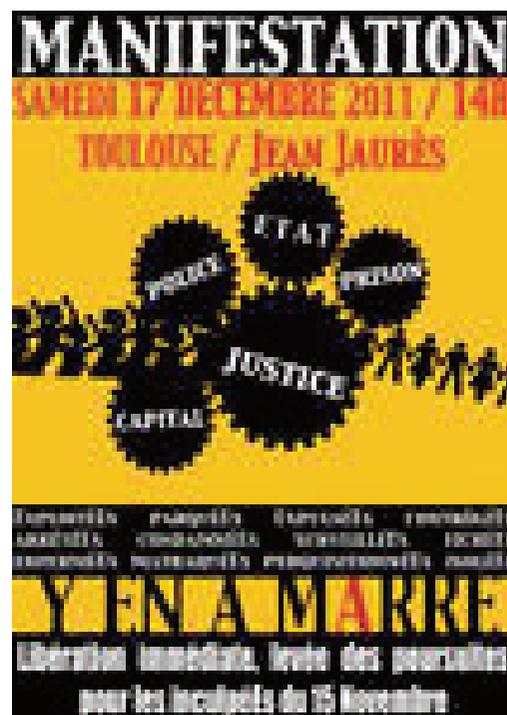
Saint-Denis (93)

19 heures. La Dionysversité, Université populaire de Saint-Denis. Cycle: De l'administration coloniale aux politiques migratoires iniques. Seconde rencontre/débat: Contradictions des politiques migratoires et grèves de travailleurs sans papiers: 2006-2010. Présentation de Pierre Barron, Nicolas Jounin et Lucie Tourette, enseignants-chercheurs à Paris 8 et au laboratoire Cresppa. Bourse du Travail de Saint-Denis, 9-11, rue Genin. Métro ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

Vendredi 6 janvier

Limoges (87)

18h30. Conférence sur Adrien Perrissaguet (1898-1972). Grande figure libertaire de Limoges et de l'exil espagnol (1939) en Limousin. Organisée par le Centre international de recherches sur l'anarchisme - Limousin, avec le soutien du groupe libertaire Le cri du peuple. Auditorium BFM, 2, place Aimé-Césaire. Entrée à prix libre. Réservations: cira.limousin@free.fr



Souscription soutien au *Monde libertaire*

Une fois par mois, nous publierons la liste des souscripteurs du mois écoulé.

Novembre 2011:

Jacquet - Braux 100 €

Winkler - Dassan 50 €

Delaitre - La Murette 20 €

Copet - Cluses 300 €

Le Blois - Saint-Paul 20 €

Segalini - Talence 30 €

Libert - Antony 10 €

Fabien Mallet - (internet) 100 €

Yves Durant - (internet) 40 €

François Pajot - (internet) 5 €

Total: 675 €

Merci! Poursuivons nos efforts pour sauvegarder et consolider l'existence du Monde libertaire! Faites connaître notre journal autour de vous! Lisez-le et faites-le lire!

Harcelez votre marchand de journaux pour qu'il l'expose correctement sur ses étalages!

Abonnez-vous, offrez un abonnement afin d'étendre davantage la diffusion des idées libertaires!

Si minime qu'il soit, chaque ruisseau viendra grossir le fleuve anarchiste!

L'administration du Monde libertaire

FÊTE DU LIVRE

**SAMEDI
17 DÉCEMBRE
À PARTIR
DE 13 HEURES**

**À LA CNT
33 RUE DES VIGNOLES, PARIS 20^E
MÉTRO AVRON OU BUZENVAL**



**ÉDITIONS
CNT DE PARIS**

**LIVRES NEUFS
ET D'OCCASION**